



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

DIRECTION NATIONALE DE LA BCEAO POUR LE MALI

**ENQUETE SUR LES ENVOIS DE FONDS
DES TRAVAILLEURS MIGRANTS AU MALI**

RAPPORT FINAL



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour le Mali
Agence Principale de Bamako
Service des Etudes et de la Statistique

ENQUETE SUR LES ENVOIS DE FONDS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS AU MALI

MAI 2013



SOMMAIRE	2
LISTE DES SIGLES	3
LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES	3
RESUME	4
INTRODUCTION	5
1. METHODOLOGIE	6
1.1 Champ de l'enquête et échantillonnage.....	6
1.2 Tirage des sections d'énumération et dénombrement.....	7
1.3 Collecte des données.....	8
1.4 Saisie et apurement des données.....	9
1.5 Pondération et extrapolation.....	9
1.6 Difficultés rencontrées.....	9
2. RESULTATS SUR LES RECEPTIONS	11
2.1 Evaluation des transferts.....	11
2.2 Caractéristiques des ménages.....	11
2.3 Canaux des transferts.....	14
2.4 Motifs économiques.....	17
2.5 Orientation géographique.....	18
3. RESULTATS SUR LES ENVOIS	19
3.1 Evaluation des transferts.....	19
3.2 Caractéristiques des ménages.....	20
3.3 Canaux des transferts.....	23
3.4 Motifs économiques.....	25
3.5 Orientation géographique.....	27
CONCLUSION	29
BIBLIOGRAPHIE	30
ANNEXES	31
A1. Annexes sur les réceptions de fonds.....	31
A2. Annexes sur les émissions de fonds.....	34
A3. Résultats du dénombrement des ménages.....	37
A3. Questionnaire de l'enquête.....	38
A4. Termes de référence de l'enquête.....	52

LISTE DES SIGLES

BAD :	Banque Africaine de Développement
BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIGEM :	Centre d'Information et de Gestion des Migrations
CSPro :	Census and Survey Processing System
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
INSTAT :	Institut National de la Statistique
MMEIA :	Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine
PTF :	Partenaires Techniques et Financiers
RGPH :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SE :	Section d'Enumération
SFD :	Systèmes Financiers Décentralisés
SPSS :	Statistical Package for the Social Sciences
STA :	Sociétés de Transferts d'Argent
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation de l'émigration à partir du RGPH 2009 : ensemble du pays	6
Tableau 2 : Situation de l'émigration à partir du RGPH 2009 : champ de l'enquête	7
Tableau 3 : Répartition des montants reçus selon le genre et le statut de résidence	12
Tableau 4 : Répartition des montants reçus selon l'âge du récepteur et le statut de résidence	12
Tableau 5 : Répartition des montants reçus selon la profession du récepteur et le statut de résidence de l'émetteur	13
Tableau 6 : Répartition des montants reçus selon le canal de réception	14
Tableau 7 : Répartition des ménages selon le canal de réception	15
Tableau 8 : Répartition des ménages selon leurs opinions sur les voies de réception des transferts	16
Tableau 9 : Répartition des ménages selon le canal de réception et leurs opinions sur les voies de réception des transferts	16
Tableau 10 : Répartition des montants reçus selon le motif économique et la résidence de l'émetteur	17
Tableau 11 : Répartition des montants reçus selon le pays de provenance et le canal de réception	19
Tableau 12 : Répartition des montants émis selon le genre et le statut de résidence du récepteur	20
Tableau 13 : Répartition des montants émis selon l'âge de l'émetteur et le statut de résidence du récepteur	21
Tableau 14 : Répartition montants émis selon le canal d'émission	23
Tableau 15 : Répartition des ménages selon le canal d'émission	23
Tableau 16 : Répartition des ménages selon leurs opinions sur les voies de transfert	24
Tableau 17 : Répartition des ménages selon le canal d'émission et leurs opinions sur les voies d'émission des transferts	25
Tableau 18 : Répartition des montants émis selon le motif économique et la résidence du récepteur	26
Tableau 19 : Répartition des montants émis selon le pays de destination et le canal d'émission	28

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition des montants reçus par commune	11
Graphique 2 : Répartition des montants reçus selon l'âge du bénéficiaire	12
Graphique 3 : Répartition des montants reçus selon la profession du chef de ménage	13
Graphique 4 : Répartition des montants reçus selon la profession et le genre du chef de ménage	14
Graphique 5 : Répartition des montants reçus selon la profession du chef de ménage et le canal de réception	15
Graphique 6 : Répartition des montants reçus selon le motif économique	17
Graphique 7 : Répartition des montants reçus selon le pays de provenance	18
Graphique 8 : Répartition des montants émis par commune	20
Graphique 9 : Répartition des montants émis selon l'âge de l'émetteur	21
Graphique 10 : Répartition des montants émis selon la profession du chef de ménage	22
Graphique 11 : Répartition des montants émis selon la profession du chef de ménage et le genre du chef de ménage	22
Graphique 12 : Répartition des montants émis selon la profession du chef de ménage et le canal d'émission	24
Graphique 13 : Répartition des montants émis selon le motif économique	26
Graphique 14 : Répartition des montants émis selon le pays de destination	27

RESUME

L'enquête sur les envois de fonds des travailleurs, conduite dans les six communes du District de Bamako sur la période du 15 au 24 juin 2012, a abouti aux principaux résultats qui suivent :

- les envois de fonds des migrants en réception sont estimés à 38.946 millions¹ à Bamako et à 316.634 millions pour l'ensemble du Mali ; ceux des non-résidents (au sens de la balance des paiements) représentent 90,8% du montant total ;
- les transactions sont majoritairement effectuées en espèces avec une proportion de 54,7% des envois de fonds reçus qui transitent par le canal informel, notamment le système " Fax/téléphone " ² qui achemine près du tiers des réceptions de fonds ;
- les chefs de ménage de genre féminin captent 58,6% des réceptions de fonds tandis que les " moins de 30 ans " bénéficient de 26,2% des fonds en direction du Mali ;
- les bénéficiaires des fonds, de catégorie socioprofessionnelle " profession libérale " reçoivent 37,2% des fonds ;
- les fonds reçus sont utilisés majoritairement pour la consommation (48,7%), l'investissement immobilier (16,7%) et les événements familiaux (15,0%) ;
- les flux proviennent majoritairement de France (48,6%), d'Espagne (10,5%), des Etats-Unis (9,3%), des pays de l'UEMOA (8,7%) et du Congo (6,0%), pays généralement caractérisés par l'importance de la diaspora malienne y résidente ;
- les envois de fonds à l'émission sont estimés à 6.646 millions pour le District de Bamako et à 54.033 millions pour le Mali. Il faudrait indiquer que les résultats sur les émissions ne reflètent pas les transferts des migrants puisque l'échantillon enquêté n'était pas composé spécifiquement des travailleurs immigrés résidant au Mali ;
- les canaux formel et informel sont utilisés de façon quasi égale pour les émissions de fonds, avec 33,6% des montants émis par les personnes appartenant à la tranche d'âge de " 40-49 ans " ;
- les personnes de catégorie socioprofessionnelle " profession libérale " et " salariés " émettent 68,4% des transferts ; les montants sont essentiellement destinés aux investissements, inclus les achats de biens (42%) et l'éducation (32,0%) ;
- les émissions de fonds sont à destination de la France (28,0%), la Chine (16,0%), les Etats-Unis (12,0%), le Sénégal (10,6%) et le Maroc (5,4%).

1 Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en FCFA.

2 Le système « fax/téléphone » consiste à regrouper les montants à transférer dans un point de collecte (généralement un commerce ou dans un foyer) et à redistribuer, par un intermédiaire dans le pays d'origine (généralement un commerçant) la somme aux bénéficiaires, après identification téléphonique.

Introduction

Ces dernières années, une importance de plus en plus accrue est accordée aux envois des travailleurs migrants, notamment à l'impact de ces transferts sur le développement. En effet, les transferts de fonds des migrants prennent une importance croissante dans les économies des pays à forte migration, notamment les pays de l'Afrique subsaharienne. Ces transferts sont estimés par la Banque mondiale à 6,5% du total des transferts des migrants vers les pays en développement et représentent 2,2% du PIB de cette partie du continent en 2009.

Selon les données issues des statistiques de balance des paiements, les fonds reçus des travailleurs migrants dans les huit pays de l'UEMOA sont passés de 323,1 milliards de FCFA en 2000 à 1.305,4 milliards en 2011. Rapportés au PIB, ces montants sont passés de 1,7% en 2000 à 3,6% en 2011, soit une progression de 1,9 point de pourcentage.

Les transferts des migrants vers le Mali sont estimés par la BCEAO, dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, à 234,0 milliards en 2011. Ces montants sont estimés sur la base des informations issues des transferts bancaires, des flux recensés à travers les transferts électroniques (transferts reçus par les STA à travers les banques et la poste), ainsi que les statistiques sur les billets étrangers appréhendées à travers les opérations de change manuel. Cependant, ces montants ont souvent été jugés sous-estimés, singulièrement par l'exclusion des fonds reçus par le canal informel. C'est ainsi qu'une enquête de la BAD réalisée en 2007³ a estimé le montant des transferts reçus au Mali à 300 milliards de FCFA (11% du PIB), dont 72,7% qui transite par le canal informel.

C'est dans le souci de corriger les insuffisances relevées dans l'estimation des envois de fonds des travailleurs migrants que la BCEAO a mené, dans tous les pays de l'UEMOA, une enquête auprès des ménages. En effet, les informations sur les motifs économiques des transferts, ainsi que sur les canaux de transmission permettront d'affiner et/ou de compléter les estimations effectuées par la BCEAO.

Au Mali, le dénombrement des ménages de l'échantillon s'est déroulé du 2 mai au 9 juin 2012 et la collecte des données proprement dite sur la période allant du 15 au 24 juin 2012. L'enquête a été effectuée dans l'ensemble des six communes du District de Bamako⁴.

Le présent rapport retrace les résultats de l'enquête en trois parties. La première partie est consacrée aux éléments de méthodologie de l'enquête. La deuxième partie porte sur l'analyse des principaux résultats relatifs aux réceptions de fonds des travailleurs migrants. La troisième partie expose les résultats sur les émissions de fonds.

³ BAD (2008), les transferts des fonds des migrants, un enjeu de développement, rapport d'étude

⁴ Compte tenu des contraintes budgétaires et de la situation sécuritaire au Mal, l'enquête s'est limitée à la seule ville de Bamako.

1. Méthodologie

1.1. Champ de l'enquête et échantillonnage

Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) est la principale source pour constituer les bases de sondage des enquêtes auprès des ménages au Mali. Une opération du genre a été réalisée en avril 2009 au Mali et s'est intéressée à l'émigration au sein des ménages en ces termes : « Au cours des cinq dernières années, y a-t-il des membres de votre ménage qui se sont installés à l'étranger et qui y résident actuellement (émigrés)? ». Si oui, le nombre est enregistré avec les caractéristiques de chaque émigré. Les résultats du RGPH 2009 ont donc été utilisés pour la conduite de l'enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants.

L'exploitation des données a révélé que 3,5% des ménages sont concernés par l'émigration. Cette proportion est de 0,7% par rapport à la population totale du pays. On constate par ailleurs que le phénomène de migration touche autant les ménages urbains (3,0%) que les ménages ruraux (3,7%).

Il apparaît également que les régions de forte émigration sont celles du Sud et du Centre (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti) et le District de Bamako, totalisant près de 92% des ménages avec émigrés.

Tableau 1 : Situation de l'émigration à partir du RGPH 2009 : ensemble du pays

Région/Milieu	SE avec émigrés		Total SE	Personnes émigrées		Ménages avec émigrés		Total ménages	Proportion ménages avec émigrés
	Effectifs	%		Effectifs	%	Effectifs	%		
Kayes	2 231	18,4%	2 952	31 265	28,8%	23 370	28,1%	306 813	7,6%
Koulikoro	2 093	17,3%	3 414	16 248	15,0%	12 039	14,5%	365 795	3,3%
Sikasso	2 052	16,9%	3 579	12 275	11,3%	9 862	11,9%	407 177	2,4%
Ségou	1 610	13,3%	3 327	7 906	7,3%	6 560	7,9%	388 278	1,7%
Mopti	1 949	16,1%	3 276	18 176	16,8%	14 393	17,3%	379 283	3,8%
Tombouctou	565	4,7%	1 108	4 934	4,6%	3 889	4,7%	121 788	3,2%
Gao	380	3,1%	815	3 756	3,5%	2 660	3,2%	90 359	2,9%
Kidal	25	0,2%	144	134	0,1%	78	0,1%	12 687	0,6%
Bamako	1 217	10,0%	1 539	13 739	12,7%	10 263	12,3%	287 363	3,6%
Urbain	2 114	17,4%	3 023	21 084	19,4%	15 783	19,0%	521 299	3,0%
Rural	10 008	82,6%	17 104	87 349	80,6%	67 331	81,0%	1 838 244	3,7%
Total	12 122	100%	20 127	108 433	100%	83 114	100%	2 359 543	3,5%

Source : INSTAT

Pour des raisons budgétaires, la BCEAO avait décidé de limiter l'étude au District de Bamako et à la ville de Kayes avec les deux options suivantes : enquêter dans les deux villes sur la base d'un échantillon commun ou restreindre l'opération à la seule ville de Bamako.

La première option (voir tableau ci-dessous) montre que le phénomène migratoire touche les deux villes réunies dans la même proportion que l'ensemble du pays (3,5% des ménages). Cependant elle touche moins la ville de Kayes que la moyenne nationale et Bamako.

Tableau 2 : Situation de l'émigration à partir du RGPH 2009 : champ de l'enquête

Région/Milieu	SE avec émigrés		Total SE	Personnes émigrées		Ménages avec émigrés		Total ménages	Proportion ménages avec émigrés
	Effectifs	%		Effectifs	%	Effectifs	%		
Ville de Kayes	92	7,0%	115	664	4,6%	517	4,8%	19 953	2,6%
Bamako	1 217	93,0%	1 539	13 736	95,4%	10 263	95,2%	287 325	3,6%
Total	1 309	100%	1 654	14 400	100%	10 780	100%	307 278	3,5%

Source : INSTAT

La base de sondage des deux villes ne prenant en compte que les SE comptant des ménages avec émigrés est ainsi constituée de 439 SE. La taille de l'échantillon souhaité est donnée par l'expression :

$$n \uparrow \frac{z_{\alpha/2}^2 p(1-p)}{d^2} 1.05$$

n = taille de l'échantillon nécessaire, en nombre de ménages, pour la variable émigration

$z_{\alpha/2}^2$ = paramètre lié au risque d'erreur, (soit 2) pour un risque d'erreur α de 5%

p = proportion attendue des ménages ayant des émigrés

d = précision absolue souhaitée (environ 2%)

1,05 = facteur pour augmenter la taille de l'échantillon pour 5% de non réponses potentielles (expérience des enquêtes auprès des ménages du Mali).

1.2. Tirage des sections d'énumération et dénombrement des ménages

Le tirage de l'échantillon a été effectué sur la seule ville de Bamako, conformément à la proposition retenue. L'échantillon de l'enquête est de type aréolaire, stratifié et tiré à deux degrés. L'unité primaire de sondage est la section d'énumération. L'unité secondaire est le ménage. L'échantillon a été réparti entre les 6 communes de Bamako de façon proportionnelle conformément à leur répartition dans la base de sondage.

Chaque commune a constitué une strate. Au premier degré, le tirage des SE a été fait indépendamment dans chaque strate. Comme les SE ont des tailles très variables, celles-ci ont été sélectionnées avec une probabilité proportionnelle à leur taille, ici le nombre de ménages comportant au moins un émigré, ce qui a permis de réduire la variance liée à l'erreur d'échantillonnage.

En prenant comme base la liste des 126 SE fournie par l'INSTAT, il a été procédé à un tirage aléatoire simple pour en retenir 40. Les SE ainsi sélectionnées sont énumérées dans le tableau de l'annexe A3.

Le dénombrement des ménages a été réalisé par une équipe de 4 agents, au cours de la période du 21 mai au 09 juin 2012. Deux agents ont visité chacune des 40 SE. Munis d'une

carte, ces agents ont parcouru la totalité de la SE pour identifier les blocs de maisons, et établir la liste des concessions et des ménages qui ont au moins un émigré.

Ainsi, sur l'ensemble des 40 SE sélectionnées, les opérations de dénombrement ont permis d'identifier au total 4.400 ménages (tableau de l'annexe A3).

1.3. Collecte des données

L'enquête a été réalisée à l'aide d'un questionnaire dont la version de base a été fournie par la BCEAO. Cette version de base a fait l'objet de quelques révisions de forme, afin de minimiser les risques d'erreurs et d'améliorer le processus de collecte et de traitement des données.

Pour la collecte des données, il a été constitué une équipe de 12 agents de terrain, qui ont préalablement bénéficié d'une formation de 3 jours. Animée par le Consultant Principal, en présence d'un représentant de la BCEAO, cette formation a été essentiellement consacrée à des discussions approfondies du questionnaire, à la traduction des questions en langue bambara, ainsi qu'aux techniques d'interview.

La formation a aussi été une opportunité d'améliorer le questionnaire. Au cours de cette formation en effet, les discussions ont permis d'identifier et de corriger des difficultés constatées par rapport à certaines questions.

La collecte des données sur le terrain s'est déroulée du 15 au 24 juin 2012. Pour mener l'opération, les agents de collecte ont été répartis en 3 équipes, chacune comprenant 1 contrôleur et 3 enquêteurs. Chaque équipe a travaillé dans un certain nombre de SE qui lui ont été affectées par le Consultant Principal. Dans une SE donnée, les ménages à enquêter étaient identifiés à partir d'une liste issue du dénombrement, liste qui donnait des indications précises sur l'adresse des ménages.

Sous la supervision des contrôleurs, les interviews étaient réalisées par les enquêteurs, conformément aux instructions reçues lors de la formation. Au sein de chaque équipe, le contrôleur avait essentiellement pour rôle d'assurer le contrôle de qualité au moment des opérations de terrain. Ce contrôle de qualité concernait notamment l'effectivité des interviews et la vérification des questionnaires remplis (exhaustivité, cohérence et vraisemblance des renseignements obtenus). Après vérification, si nécessaire, le contrôleur pouvait demander à un enquêteur de reprendre tout ou partie d'une interview.

Au total, 865 ménages ont été sollicités pour l'enquête. En dépit des efforts faits, 107 ménages n'ont toutefois pu être enquêtés de manière satisfaisante, ce qui représente un taux de non-réponse de 13,4%. Les ménages enquêtés avec succès sont au nombre de 758. Il faut par ailleurs mentionner que près d'un tiers des ménages ont déclaré qu'ils ne reçoivent pas de fonds en provenance de l'étranger.

1.4. Saisie et apurement des données

Il a été procédé à une codification des questions ouvertes, avant la saisie des données, première étape du traitement des informations collectées. La saisie proprement dite a été réalisée par 3 agents, pendant une période d'environ 10 jours, avec le logiciel CSPro.

À la fin de l'opération de saisie, les données ont été soumises à des tests de contrôle et de vérification, afin de détecter les anomalies éventuelles (incohérences, omissions, répétitions, etc.). Un programme informatique élaboré à cet effet a permis d'identifier et de résoudre ces problèmes.

1.5. Pondération et extrapolation

Les résultats de l'enquête ont été extrapolés sur l'ensemble de la ville de Bamako par l'application d'un coefficient de pondération à deux degrés :

- le coefficient de pondération au premier degré a été obtenu par le tirage de 40 SE sur l'ensemble des 420 SE correspondant à l'effectif total des SE de Bamako dans la base de sondage ;
- le coefficient de pondération au second degré découle du tirage de 865 ménages sur l'ensemble des 4.400 ménages que comportent les 40 SE .

Il convient d'ajouter que dans un souci de précision et compte tenu du champ de l'enquête qui s'est limité à Bamako, les résultats de l'enquête ont été extrapolés sur la seule ville de Bamako. Aussi, à l'issue de la pondération des résultats, les transferts reçus ont atteint 38.946 millions et les transferts émis se sont chiffrés à 6.646 millions.

En faisant une extrapolation simple sur le Mali, en tenant compte du fait que Bamako comporte 12,3% des ménages avec émigrés, les transferts reçus s'établiraient à 316.634 millions pour le Mali. Sur la même base d'extrapolation, les transferts émis s'établiraient à 54.033 millions.

1.6. Difficultés rencontrées

Deux difficultés majeures ont été rencontrées pendant cette enquête. La première concerne le champ de l'étude, tandis que la seconde a trait à la réticence des ménages.

Par rapport au champ couvert par l'étude, les informations demandées au niveau du questionnaire vont bien au delà des «Envois de fonds des travailleurs migrants». En effet, le questionnaire couvre aussi bien les émissions que les réceptions de fonds. Par ailleurs, au regard de certains éléments du questionnaire, il apparaît que les transferts financiers ne concernent pas seulement les travailleurs migrants. Ainsi, les émissions de fonds des

ménages en faveur des parents résidant à l'étranger pour des études ou des soins médicaux sont également pris en compte.

Concernant toujours le champ couvert, le questionnaire ne définit pas une période de référence précise pour l'évaluation des montants des transferts. Il fait plutôt référence aux habitudes ou aux expériences les plus récentes. Une manière d'obtenir des évaluations plus précises consisterait à demander par exemple : «Pour les 12 derniers mois, quel est le montant total des fonds que vous avez reçus de l'étranger?».

En ce qui concerne la réticence des ménages, il s'agit d'un phénomène quasi inhérent à toutes les enquêtes. Et la présente n'y a pas fait exception. Le phénomène est encore plus prononcé lorsque l'enquête touche des sujets sensibles, tels que les revenus monétaires ou les flux financiers. Dans le but de réduire le taux de non-réponse pendant l'enquête, les enquêteurs ont été munis d'une lettre d'introduction de la BCEAO. En plus, il a parfois été effectué jusqu'à trois visites auprès de ménages réticents, ce qui a permis de réduire le taux de non-réponse à 13,4%.

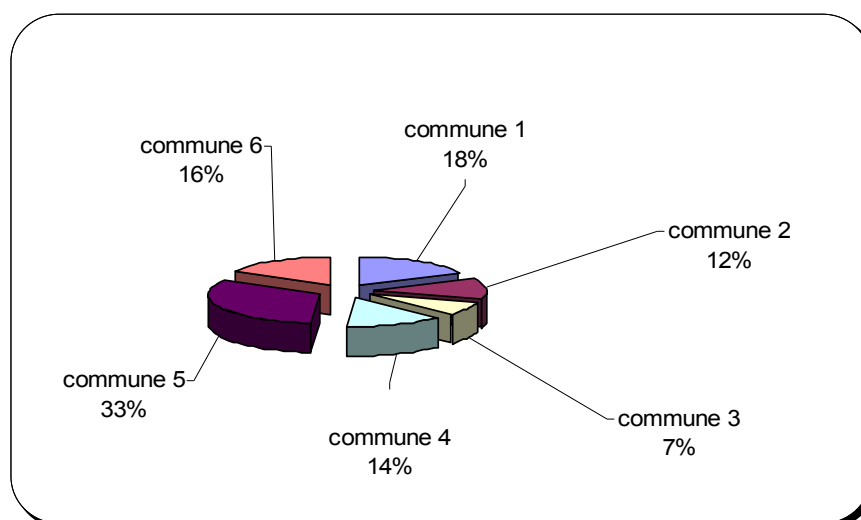
1. Résultats de l'enquête sur les réceptions

Cette partie traite les transferts reçus, dans la ville de Bamako, des travailleurs migrants résidant à l'étranger. Ces transferts sont estimés à un montant annuel de 38.946 millions. Cependant, en ne tenant compte que des transferts des non-résidents (qui résident ou ont l'intention de résider à l'étranger pour une période supérieure à un an), ce montant serait de 35.356 millions, soit 90,8% du total. Ces transferts reçus seront analysés selon les caractéristiques des ménages récepteurs, les canaux de réception, la répartition géographique des transferts ainsi que le motif économique.

1.1. Evaluation des transferts

Sur la base des résultats de l'enquête, les flux de transferts reçus en 2011 par les ménages du District de Bamako sont évalués à 38.946 millions. L'estimation des réceptions de transferts sur l'ensemble du pays donne un montant de 316.634 millions, inférieur de 2,9% aux montants réellement reçus uniquement via les canaux formels (STA et Banques), tous motifs confondus.

Graphique 1 : Répartition des montants reçus par commune



Source : BCEAO

Les données de l'enquête révèlent que 33% des transferts sont reçus en commune 5, suivie de la commune 1 avec 18% des montants et de la commune 6 avec 16% du total.

1.2. Caractéristiques des ménages

D'une manière générale, parmi les bénéficiaires des transferts, prédominent la catégorie socioprofessionnelle " profession libérale ", la tranche d'âge " moins de 30 ans " avec le genre féminin qui reçoit globalement plus de transferts que le genre masculin.

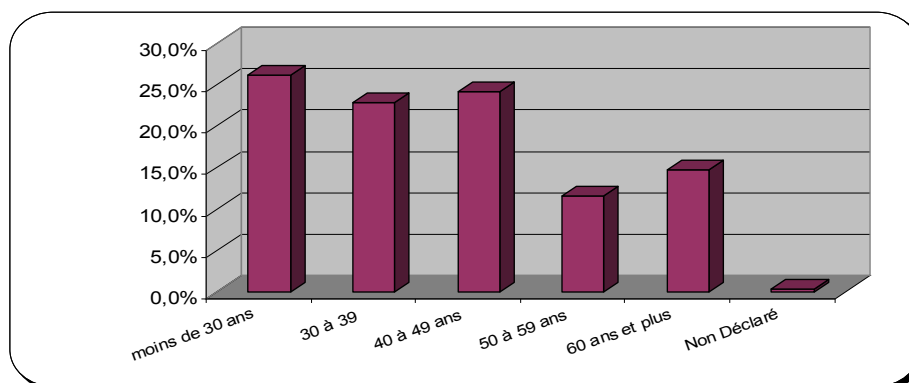
Tableau 3 : Répartition des montants reçus selon le genre et le statut de résidence

Montants reçus		Résident	Non-Résident	Total
Masculin	Montant	756	15 365	16 122
	Part en %	21,1%	43,5%	41,4%
Feminin	Montant	2 835	19 990	22 825
	Part en %	78,9%	56,5%	58,6%
Total	Montant	3 591	35 356	38 946
	Part en %	100,0%	100,0%	100,0%

Source : BCEAO

Selon les résultats de l'enquête, les femmes reçoivent, en valeur, plus de transferts que les hommes, soit 58,6% des montants reçus contre 41,4% pour les hommes. En tenant compte du statut de non-résident, les montants reçus par les hommes sont de 43,5% contre 56,5% pour les femmes.

Graphique 2 : Répartition des montants reçus selon l'âge du bénéficiaire



Source : BCEAO

La répartition par groupe d'âge montre que les " moins de 30 ans " reçoivent plus du quart des transferts reçus (26,2%), suivis de la tranche d'âge composée des " 40 à 49 ans » (24,2%) et de celle des " 30 à 39 ans " pour 22,9%. Les personnes âgées de 50 ans et plus constituent la couche la plus " défavorisée " en termes de réception de fonds. Cette classification reste quasi inchangée quelque soit le statut de résidence de l'émetteur (voir tableau ci-dessous).

Tableau 4 : Répartition des montants reçus selon l'âge du récepteur et le statut de résidence de l'émetteur

Montants reçus	Résident		Non Résident		Total	
	Montant	Part en %	Montant	Part en %	Montant	Part en %
Moins de 30 ans	1 130	31,5%	9 074	25,7%	10 204	26,2%
30 - 39 ans	454	12,7%	8 447	23,9%	8 901	22,9%
40 - 49 ans	347	9,7%	9 062	25,6%	9 409	24,2%
50 - 59 ans	837	23,3%	3 704	10,5%	4 541	11,7%
60 ans et plus	821	22,9%	4 929	13,9%	5 751	14,8%
Non déclarés	0	0,0%	140	0,4%	140	0,4%
Total	3 591	100,0%	35 356	100,0%	38 946	100,0%

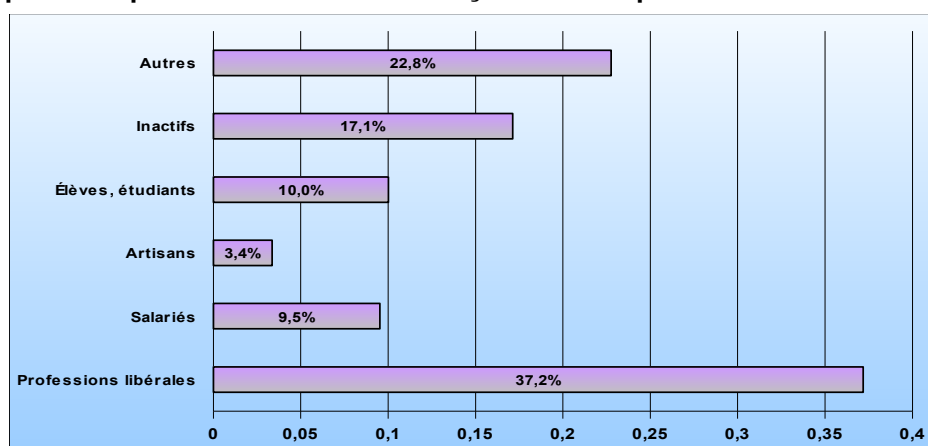
Source : BCEAO

Une analyse des correspondants montre que les transactions se font au sein de la cellule familiale avec 42,3% des fonds reçus qui sont envoyés par les frères ou sœurs du Chef de ménage, 20,8% par l'enfant et 14,8% par le conjoint.

L'analyse selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage indique que les personnes exerçant dans les " professions libérales " reçoivent 37,2% des transferts. Elles sont suivies de loin par les " inactifs " (17,1%), les " élèves et étudiants " (10,0%) et les " salariés " (9,5%). Il faudrait préciser que la catégorie " professions libérales " regroupe généralement toutes les personnes qui travaillent à leur propre compte d'où la prédominance de cette catégorie à revenu généralement instable.

La prise en compte du statut de non-résident de l'émetteur fait apparaître une classification similaire avec les personnes exerçant dans les " professions libérales " qui reçoivent 39,9% des transferts, les " inactifs " (15,6%), les " salariés " (8,8%) et les " élèves et étudiants » (8,6%).

Graphique 3 : Répartition des montants reçus selon la profession du chef de ménage



Source : BCEAO

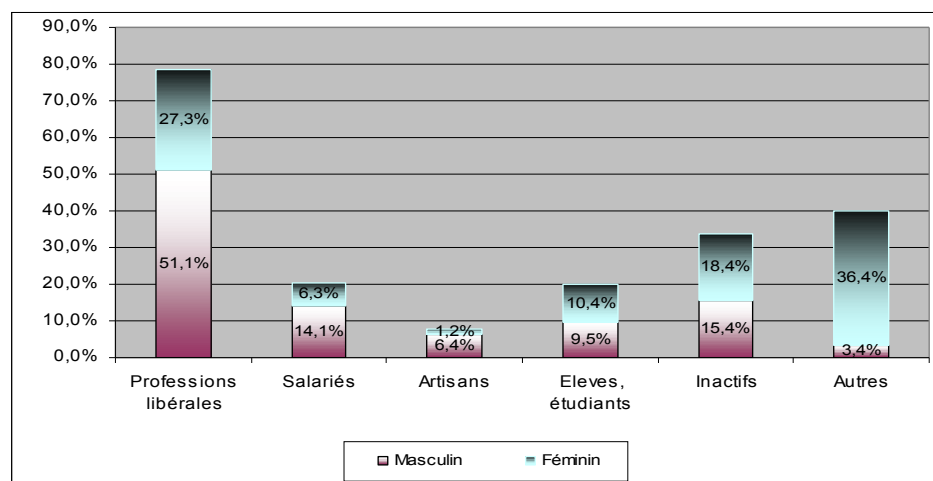
Tableau 5 : Répartition des montants reçus selon la profession du récepteur et le statut de résidence de l'émetteur

Transferts reçus	Résident		Non Résident		Total	
	Montant	Part en %	Montant	Part en %	Montant	Part en %
Professions libérales	372	10,4%	14 111	39,9%	14 483	37,2%
Salariés	598	16,6%	3 113	8,8%	3 711	9,5%
Artisans	3	0,1%	1 309	3,7%	1 312	3,4%
Élèves, étudiants	849	23,6%	3 054	8,6%	3 903	10,0%
Inactifs	1 164	32,4%	5 506	15,6%	6 669	17,1%
Autres	605	16,9%	8 263	23,4%	8 868	22,8%
Total	3 591	100,0%	35 356	100,0%	38 946	100,0%

Source : BCEAO

L'analyse selon la catégorie socioprofessionnelle et le genre du chef de ménage indique que les catégories " professions libérales " et " inactifs " sont prédominantes aussi bien chez les hommes que les femmes récepteurs de transferts.

Graphique 4 : Répartition des montants reçus selon la profession et le genre du chef de ménage



Source : BCEAO

1.3. Canaux des transferts

Les canaux de transferts, à travers l'enquête, ont été regroupés en deux types : les canaux de transferts formels (Banques, Poste et Sociétés de Transfert d'Argent) et les canaux de transferts informels (les voyageurs, commerçants et hommes d'affaires, le système fax et les autres canaux de transferts non cités ailleurs).

L'enquête a établi que le canal informel est privilégié par les migrants, avec les catégories " inactifs " et " autres " qui recourent beaucoup plus à ce circuit, en raison, notamment, de sa rapidité.

Tableau 6: Répartition des montants reçus selon le canal de réception

Canal	Montants reçus en millions	Part en %
Circuit formel	17 659	45,3%
Circuit informel	21 287	54,7%
Total	38 946	100,0%

Source : BCEAO

Le tableau ci-dessus met en exergue la prédominance du circuit informel avec 54,7% des transferts qui sont reçus via ce canal contre 45,3% pour le canal formel.

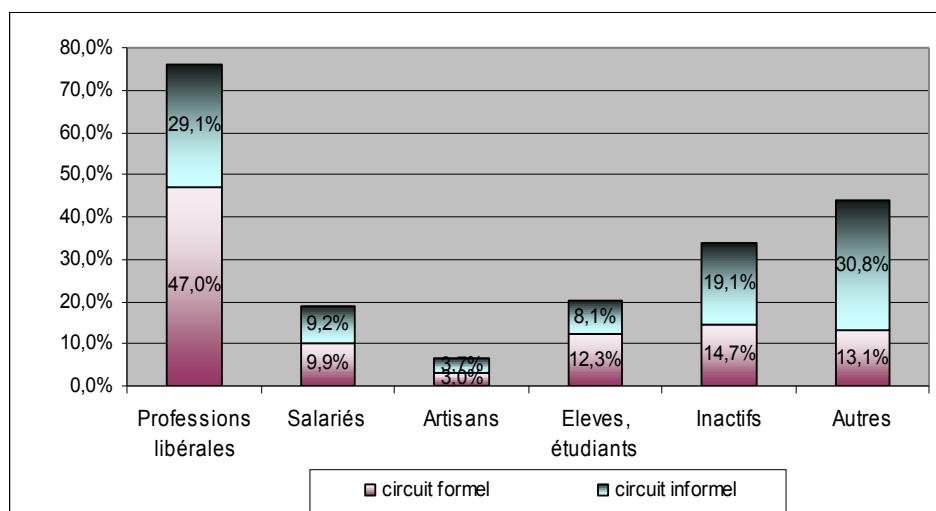
Tableau 7 : Répartition des ménages selon le canal de réception

Canal de réception	Part en %
Banques, Postes, STA	45,1%
Voyageur	12,4%
Système Fax/téléphone	32,8%
Commerçants/Hommes d'affaires	6,2%
Autres voies d'envoi	3,5%
Ensemble	100,0%

Source : BCEAO

L'analyse de la répartition des ménages selon les canaux de réception, notamment le canal informel, fait apparaître l'importance du système " Fax/téléphone " parmi les moyens de réception des fonds, avec 32,8% des ménages enquêtés qui y ont recours. Ce canal est suivi des systèmes " voyageurs " et " commerçants/hommes d'affaires " qui sont respectivement utilisés par 12,4% et 6,2% des enquêtés.

Graphique 5 : Répartition des montants reçus selon la profession du chef de ménage et le canal de réception



Source : BCEAO

En faisant une répartition des montants reçus par le canal formel, il ressort que les catégories " profession libérale " et " inactifs » reçoivent respectivement 47,0% et 14,7% des montants transitant par ce canal tandis que les catégories " autres ", " profession libérale " et " inactifs " captent 30,8%, 29,1% et 19,1% des réceptions de fonds transitant par le canal informel.

Concernant les opinions des ménages enquêtés sur les voies de réception des transferts, ces derniers évoquent prioritairement la rapidité pour le choix du canal (22,1% des ménages), la facilité des transactions (13,5%), le faible coût du canal (12,6%) et la sécurité des transactions (11,6%).

Tableau 8 : Répartition des ménages selon leurs opinions sur les voies de réception des transferts

Opinions des ménages	Part en %
Rapidité	22,1%
Securité/garantie	11,6%
Proximité	5,1%
Facilité	13,5%
Faiblesse ou absence de coût	12,6%
Autres raisons	3,7%
Ne sait pas	31,5%
Total	100,0%

Source : BCEAO

Une analyse plus fine des opinions des ménages sur les voies de réception en tenant compte des canaux de réception des transferts (tableau n°9) montre que 32,2% des ménages qui reçoivent les fonds via les canaux formels utilisent lesdits canaux en raison de la rapidité, 15,3% pour la sécurité et la garantie et 12,2% pour la facilité.

Les motifs qui expliquent les choix des canaux informels varient selon la spécificité de chaque canal. Mais, de manière générale, c'est le faible coût qui est avancé pour expliquer le choix des canaux informels. En effet, 21,5% des utilisateurs du canal "voyageur", 24,3% des répondants qui reçoivent les fonds via le canal "commerçants/hommes d'affaires" et 18,2% des usagers du canal "système fax" évoquent le faible coût ou le manque de coût pour expliquer le choix de ces canaux. La facilité est également un motif qui explique le choix du canal "commerçants/hommes d'affaires" pour 24,3% des utilisateurs de ce canal et pour 20,4% des utilisateurs du canal "voyageur". Enfin, la rapidité explique le choix du canal "système fax" pour 14,6% et du canal "voyageur" pour 12,9%.

Tableau 9 : Répartition des ménages selon le canal de réception et leurs opinions sur les voies de réception des transferts

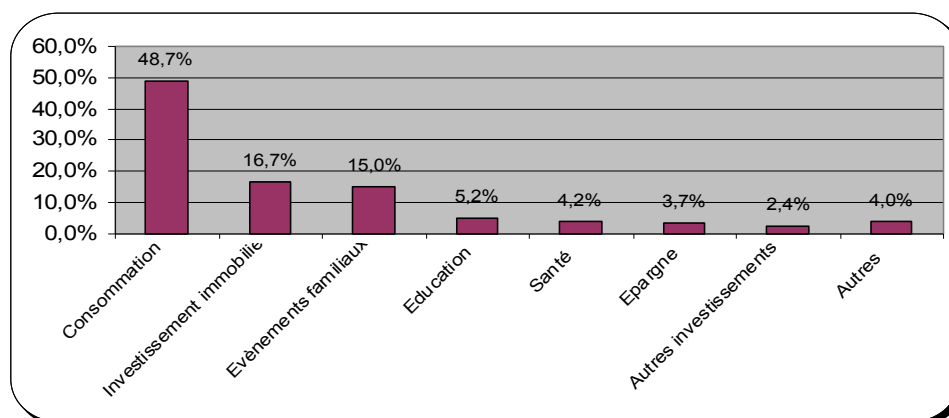
Canal de réception	Raisons du choix du canal							Total
	Rapidité	Securité/garantie	Proximité	Facilité	Faible coût/pas de coût	Autres raisons	Ne sait pas	
Circuit formel	32,2%	15,3%	4,7%	12,2%	6,8%	0,8%	28,1%	100,0%
Voyageur	12,9%	4,3%	9,7%	20,4%	21,5%	6,5%	24,7%	100,0%
Commerçants/Hommes d'affaires	8,1%	13,5%	2,7%	24,3%	24,3%	5,4%	21,6%	100,0%
Système Fax/ téléphone	14,6%	8,8%	8,4%	11,7%	18,2%	1,8%	36,5%	100,0%
Autres voies de réception	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	55,6%	44,4%	100,0%
Total	22,2%	11,4%	6,3%	13,3%	13,0%	3,2%	30,6%	100,0%

Source : BCEAO.

1.4. Motifs économiques

L'un des objectifs assignés à l'enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants est de cerner le motif économique des transferts ou encore les composantes des dépenses pour lesquelles les fonds sont transférés. L'enquête s'est intéressée à sept types de dépenses (voir graphique ci-dessous).

Graphique 6 : Répartition des montants reçus selon le motif économique



Source : BCEAO

Le graphique ci-dessus montre que 48,7% des transferts reçus sont utilisés dans des dépenses de consommation, 16,7% pour des dépenses d'investissement immobilier et 15,0% pour des événements familiaux. Il apparaît que les dépenses qualifiées de transferts des migrants au sens de la balance des paiements (consommation, événements familiaux, éducation, santé et autres), représentent 77,1% des transferts reçus contre 19,2% pour l'investissement (y compris les achats de biens).

En isolant les transferts reçus des non-résidents, la part affectée aux envois de fonds des travailleurs migrants au sens de la balance des paiements ressort à 76,0% des transferts reçus alors que 20,1% des transferts sont destinés aux investissements.

Tableau 10 : Répartition des montants reçus selon le motif économique et la résidence de l'émetteur

Motif économique	Résident		Non-Résident		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Consommation	2 054	57,2%	16 920	47,9%	18 974	48,7%
Santé	183	5,1%	1 438	4,1%	1 621	4,2%
Education	343	9,6%	1 698	4,8%	2 041	5,2%
Investissement immobilier	319	8,9%	6 199	17,5%	6 518	16,7%
Autres investissements	11	0,3%	930	2,6%	940	2,4%
Epargne	47	1,3%	1 400	4,0%	1 446	3,7%
Evénements familiaux	567	15,8%	5 292	15,0%	5 859	15,0%
Autres	67	1,9%	1 480	4,2%	1 547	4,0%
Total	3 591	100,0%	35 356	100,0%	38 946	100,0%

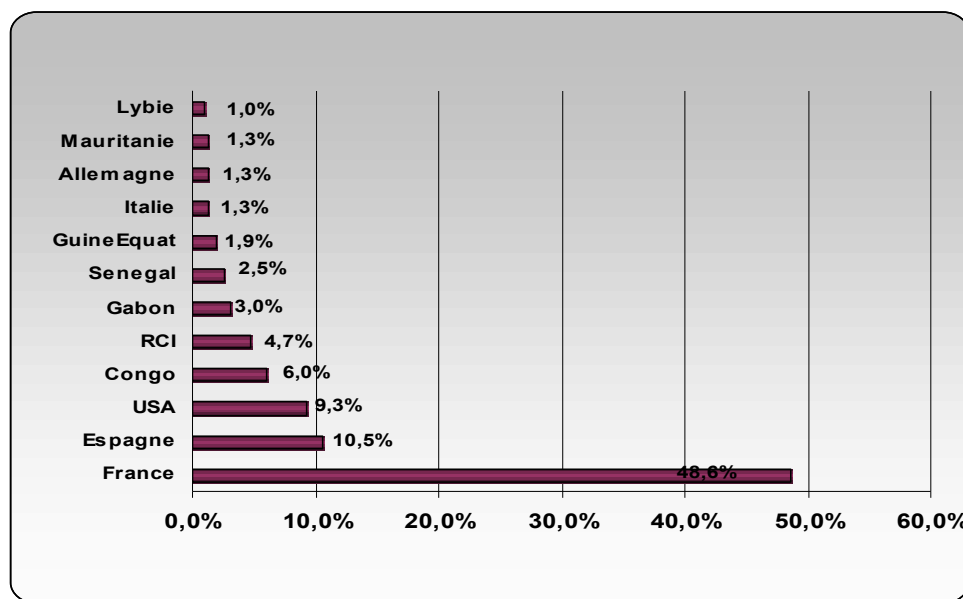
Source : BCEAO

Enfin, la répartition des transferts selon la fréquence et la périodicité indique que 77,5% des transferts sont reçus de façon régulière, avec une périodicité généralement mensuelle.

1.5. Orientation géographique

La répartition géographique des transferts reçus classe la France au premier rang de provenance des fonds (48,6%), suivie de l'Espagne (10,5%) et des Etats-Unis (9,3%). Les pays de l'UEMOA ont une part non négligeable avec 8,7% des transferts reçus. La RCI et le Sénégal émettent respectivement 4,7% et 2,5% des fonds reçus.

Graphique 7 : Répartition des montants reçus selon le pays de provenance



Source : BCEAO

Le tableau qui suit montre l'utilisation, pour pratiquement tous les pays, des canaux formels et informels avec une prédominance du canal formel pour l'Espagne, la RCI, le Gabon et le Sénégal alors que le canal informel prévaut pour la France, les Etats-Unis et le Congo.

Tableau 11 : Répartition des montants reçus selon le pays de provenance et le canal de réception

Transferts reçus	Canal formel		Canal informel		Total	
	Montants en millions	Part en %	Montants en millions	Part en %	Montants en millions	Part en %
France	7 246	41,0%	11 670	54,8%	18 916	48,6%
Espagne	2 664	15,1%	1 437	6,8%	4 101	10,5%
USA	1 471	8,3%	2 165	10,2%	3 637	9,3%
Congo	986	5,6%	1 341	6,3%	2 326	6,0%
RCI	1 017	5,8%	820	3,9%	1 837	4,7%
Gabon	807	4,6%	374	1,8%	1 182	3,0%
Sénégal	758	4,3%	230	1,1%	988	2,5%
Guinée Equat	279	1,6%	460	2,2%	739	1,9%
Italie	343	1,9%	152	0,7%	496	1,3%
Allemagne	194	1,1%	294	1,4%	488	1,3%
Mauritanie	206	1,2%	282	1,3%	488	1,3%
Libye	152	0,9%	240	1,1%	392	1,0%
Autres	1 535	8,7%	1 822	8,6%	3 357	8,6%
Total	17 659	100,0%	21 287	100,0%	38 946	100,0%

Source : BCEAO

2. Résultats de l'enquête sur les envois

Cette partie a trait aux transferts émis par les résidents du Mali à destination des autres pays. Ces transferts estimés pour la seule ville de Bamako se chiffrent à 6.646 millions. Les transferts émis au profit des non-résidents ne représentent que 37,0% du total, soit 2.462 millions. Ceci est dû au fait que les étudiants qui reçoivent une grande partie de ces transferts sont considérés comme des résidents de leur pays d'origine au sens de la balance des paiements.

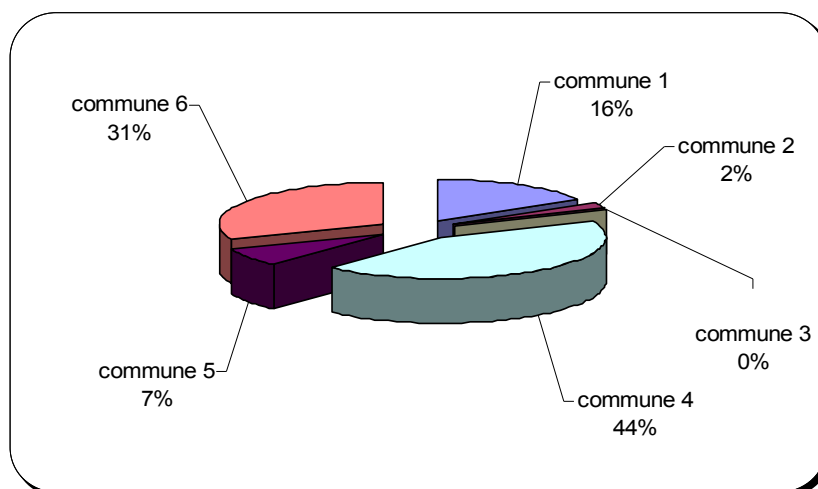
2.1. Evaluation des transferts

Selon les résultats de l'enquête, les transferts émis se chiffrent à un montant annuel de 6.646 millions. Ces transferts extrapolés à l'ensemble du territoire s'évaluent à 54.033 millions, montant inférieur de 23,0% aux transferts réellement émis selon les canaux électroniques durant l'année 2011⁵. Ceci s'explique en partie par le fait qu'une grande partie des ménages qui envoient des fonds à l'étranger sont des travailleurs migrants résidant au Mali (d'origine étrangère) qui n'ont pas été spécifiquement ciblés dans le champ de l'enquête.

Le graphique qui suit donne la répartition par commune des transferts émis.

⁵ La BCEAO a mis en place en février 2010 un dispositif mensuel et annuel de suivi des transferts rapides de fonds. Ce dispositif permet de collecter auprès de l'Office National des Postes et des Banques les données sur les transferts reçus et émis par pays et/ou zone géographique.

Graphique 8 : Répartition des montants émis par commune



Source : BCEAO

Le montant nul de la commune 3 s'explique par le fait qu'un seul quartier de cette commune fait partie de l'échantillon et qu'aucun des 33 ménages interrogés du quartier n'effectue de transferts à l'étranger.

2.2. Caractéristiques des ménages

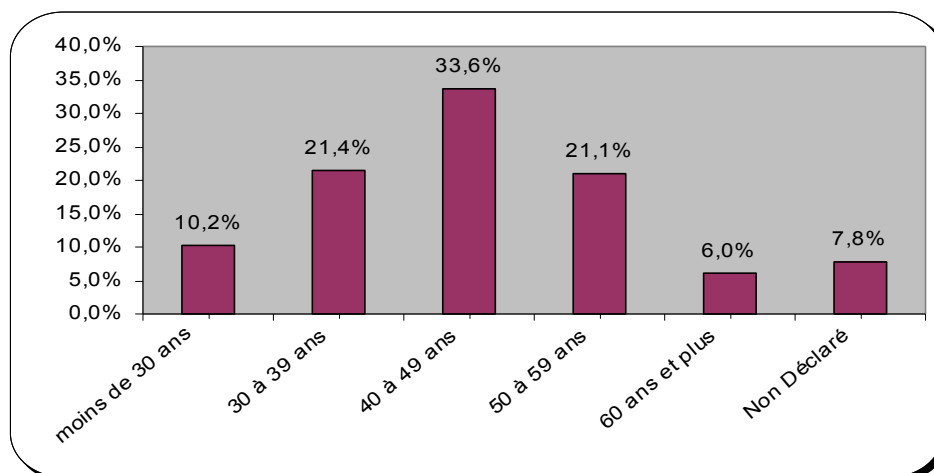
D'une manière générale, les transferts émis sont effectués par les personnes salariées ou de profession libérale, ayant en moyenne entre 40 et 49 ans avec une légère prédominance du sexe masculin.

Les résultats de l'enquête montrent que, de manière globale, 51,3% des envois de fonds sont émis par des personnes de sexe masculin contre 48,7% pour le genre féminin. Les envois de fonds aux non-résidents proprement dits sont effectués par le genre masculin pour 36,2% et par le genre féminin pour 63,8%.

Tableau 12 : Répartition des montants émis selon le genre et le statut de résidence du récepteur

Montants émis		Résident	Non-Résident	Total
Masculin	Montant	2 520	892	3 412
	Part en %	60,2%	36,2%	51,3%
Feminin	Montant	1 664	1 570	3 234
	Part en %	39,8%	63,8%	48,7%
Total	Montant	4 184	2 462	6 646
	Part en %	100,0%	100,0%	100,0%

Source : BCEAO

Graphique 9 : Répartition des montants émis selon l'âge de l'émetteur

Source : BCEAO

Il s'avère que les personnes appartenant à la tranche d'âge " 30-59 ans " effectuent l'essentiel des transferts, soit 76,1% du montant total des transferts émis. D'une manière plus détaillée, les personnes ayant entre 40 et 49 ans constituent la tranche qui effectue le plus de transferts (33,6% des transferts émis), suivies des 30-39 ans (21,4%), des 50-59 ans (21,1%), des moins de 30 ans (10,2%) et des personnes âgées de 60 ans et plus (6,0%). Cette situation s'explique par le fait que les personnes ayant entre 30 et 60 ans, ont en général un revenu régulier qui leur permet de prendre en charge certaines dépenses et d'effectuer ainsi des transferts d'argent.

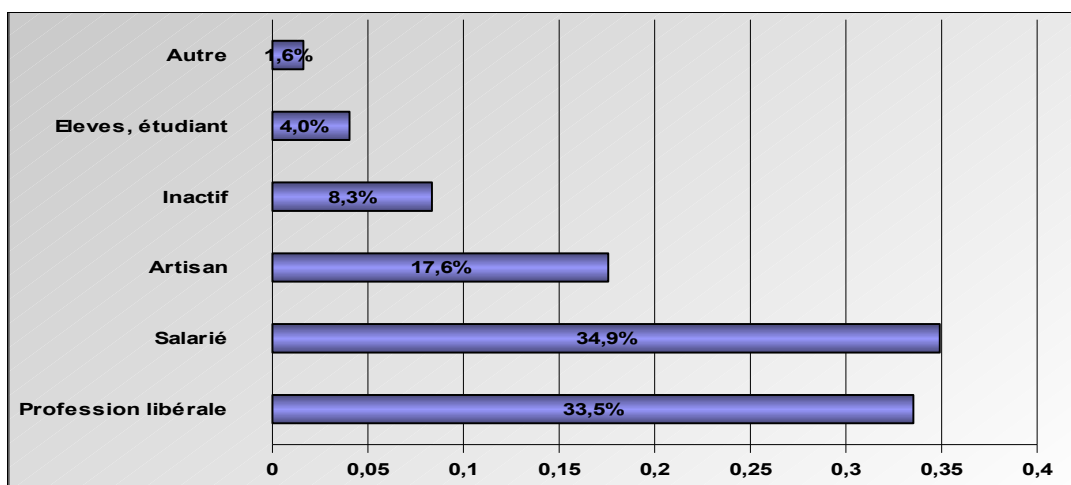
La prise en compte du statut de non-résident du récepteur fait ressortir la prédominance des individus de la tranche d'âge 40-49 ans comme principaux émetteurs des fonds (51,4% du total), suivis des 50-59 ans pour 21,7% et des moins de 39 ans pour le reste.

Tableau 13 : Répartition des montants émis selon l'âge de l'émetteur et le statut de résidence du récepteur

Montants émis	Résident		Non-Résident		Total	
	Montant	Part en %	Montant	Part en %	Montant	Part en %
Moins de 30 ans	351	8,4%	326	13,2%	676	10,2%
30 - 39 ans	1 088	26,0%	333	13,5%	1 421	21,4%
40 - 49 ans	970	23,2%	1 265	51,4%	2 235	33,6%
50 - 59 ans	866	20,7%	533	21,7%	1 399	21,1%
60 ans et plus	394	9,4%	4	0,2%	398	6,0%
Non déclaré	516	12,3%		0,0%	516	7,8%
Total	4 184	100,0%	2 462	100,0%	6 646	100,0%

Source : BCEAO

Graphique 10 : Répartition des montants émis selon la profession du chef de ménage



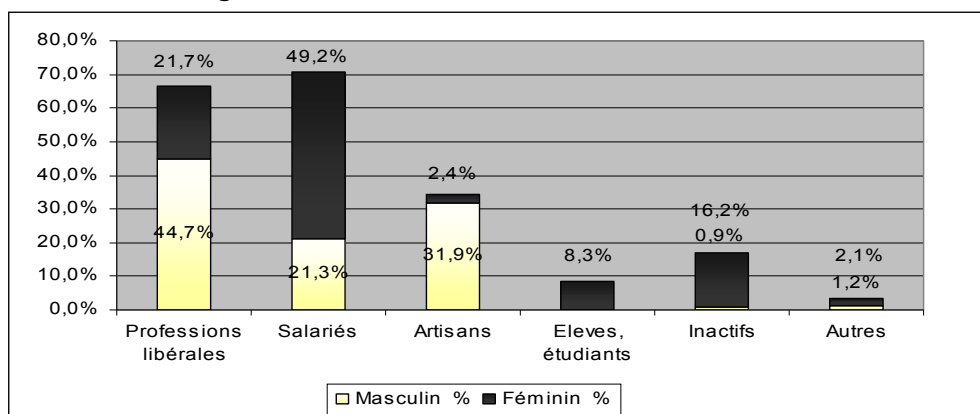
Source : BCEAO

L'analyse selon la catégorie socioprofessionnelle montre que 34,9% des transferts sont émis par les "salariés" suivis des "professions libérales" (33,5%). Il apparaît également, de manière inattendue, que les "inactifs" sont à la source de 8,3% des transferts émis alors que la part des "élèves et étudiants" est de 4,0%. Pour les deux premières catégories citées, les résultats sont conformes aux attentes puisque les revenus afférents à ces catégories sont assez réguliers, comparés aux autres professions. Par contre, à la lumière des résultats, la catégorie "inactifs" semble inclure les personnes disposant d'un revenu irrégulier.

Il convient de souligner que les fonds émis à l'étranger sont majoritairement destinés aux "élèves et étudiants" qui reçoivent 54,2% des montants.

Les envois de fonds aux non-résidents sont effectués pour 55,0% du montant par les "salariés" et pour 39,0% par les personnes exerçant dans les "professions libérales". La part des "élèves et étudiants" est nulle.

Graphique 11 : Répartition des montants émis selon la profession et le genre du chef de ménage.



Source : BCEAO

Une analyse croisée selon la catégorie socioprofessionnelle et le genre fait ressortir que 44,4% des hommes qui émettent des transferts sont issus de la catégorie " profession libérale " tandis que c'est la catégorie " salarié " qui prédomine chez les femmes (49,2%). Enfin, les résultats montrent également que la quasi-totalité des transferts émis par les catégories " élèves et étudiants " et " inactifs " sont de sexe féminin.

2.3. Canaux des transferts

Les résultats de l'enquête montrent peu de différence dans l'utilisation des canaux formel et informel pour les émissions de fonds, avec une prédominance des " salariés " et " inactifs " dans l'usage du canal informel, notamment le système " voyageur " qui est utilisé pour sa rapidité.

La répartition des transferts émis par canal fait ressortir une légère prédominance du canal informel sur le canal formel, avec respectivement 50,7% et 49,3% du montant total des transferts émis.

Tableau 14 : Répartition des montants émis selon le canal d'émission

Canal	Montants émis en millions	Part en %
Circuit formel	3 367	50,7%
Circuit informel	3 279	49,3%
Total	6 646	100,0%

Source : BCEAO

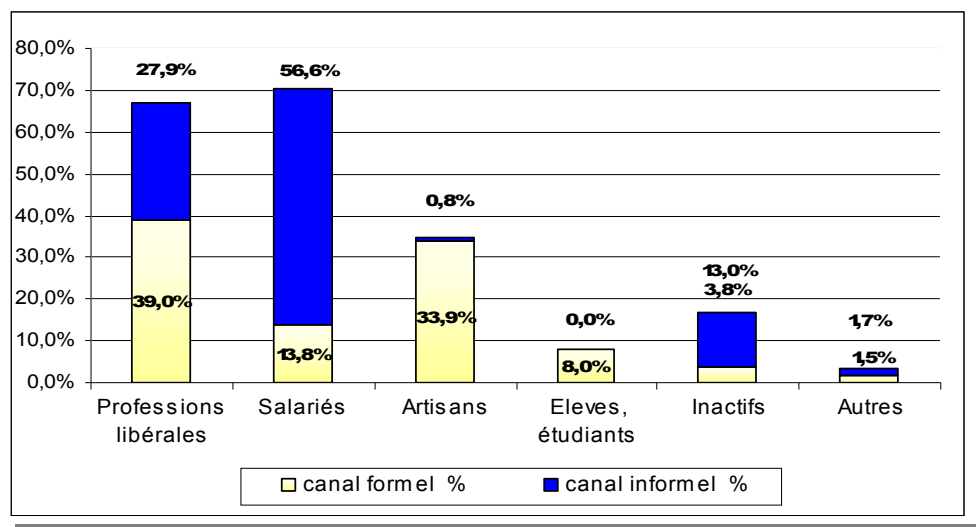
Tableau 15 : Répartition des ménages selon le canal d'émission

Canal d'émission	Part en %
Banques, Postes, STA	52,9%
Voyageur	26,5%
Système Fax/téléphone	14,7%
Commerçants/Hommes d'affaires	4,4%
Autres voies d'envoi	1,5%
Ensemble	100,0%

Source : BCEAO

Il apparaît dans le tableau qui précède que 52,9% des ménages répondants émettent les fonds via le canal formel, taux un peu plus élevé que celui des montants émis à travers ce canal. Parmi les composantes du canal informel, le système " voyageur " est prédominant avec une proportion de 26,5% des ménages qui utilisent ce moyen, suivi du système " Fax, téléphone " (14,7%) et des " commerçants " (4,4%).

Graphique 12 : Répartition des montants émis selon la profession du chef de ménage et le canal d'émission



Source : BCEAO

Il apparaît également que les catégories socioprofessionnelles " profession libérale " et " artisan " utilisent de manière prépondérante le canal formel pour les envois de fonds, à hauteur de 39,0% et de 33,9% respectivement. Parmi les utilisateurs du canal informel, figurent en premier lieu les " salariés » suivis des " professions libérales " puis des " inactifs ", avec respectivement 56,6%, 27,9% et 13,0%.

Tableau 16 : Répartition des ménages selon leurs opinions sur les voies de transfert

Opinions des ménages	Part en %
Rapidité	27,7%
Securité/garantie	17,0%
Proximité	6,4%
Facilité	14,9%
Faiblesse ou absence de coût	21,3%
Autres raisons	10,6%
Ne sait pas	2,1%
Total	100,0%

Source : BCEAO

Les raisons évoquées par les enquêtés pour le choix du canal informel sont essentiellement la rapidité des transactions (27,7%) et le faible coût de cette voie (21,3%). Les émetteurs de transferts jugent également le canal informel sécurisé et facile d'utilisation.

Une analyse plus fine des opinions des ménages sur les voies d'émission en tenant compte des canaux de réception des transferts selon le tableau ci-dessous montre que 38,7% des ménages qui émettent les fonds via les canaux formels font ce choix en raison de la rapidité et 12,9% pour la sécurité et la garantie.

A l'instar des réceptions de fonds, c'est le faible coût qui explique majoritairement le choix des canaux informels. En effet, 40% des émetteurs via le canal "voyageur », 33,3% des répondants qui envoient les fonds via le canal "commerçants/hommes d'affaires" et 22,7% des utilisateurs du canal "système fax" évoquent le faible coût ou le manque de coût pour expliquer le choix de ces canaux. La sécurité et la garantie sont également des motifs qui expliquent le choix du canal "commerçants/hommes d'affaires" pour 66,7% des utilisateurs de ce canal et dans une moindre mesure (entre 13% et 20%) pour le choix des autres canaux informels. Enfin, la proximité explique le choix du canal "voyageur" pour 20% et du canal "système fax/téléphone" pour 9,1%.

Tableau 17 : Répartition des ménages selon le canal d'émission et leurs opinions sur les voies d'émission des transferts

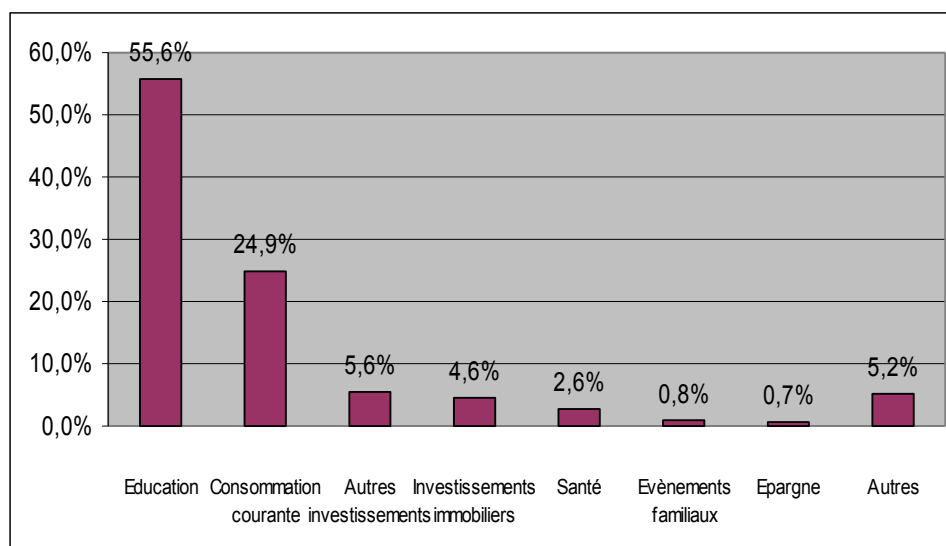
Canal de réception	Raisons du choix du canal							Total
	Rapidité	Securité/ garantie	Proximité	Facilité	Faible coût/pas de coût	Autres raisons	Ne sait pas	
Circuit formel	38,7%	12,9%	9,7%	9,7%	9,7%	0,0%	19,4%	100,0%
Voyageur	0,0%	20,0%	20,0%	0,0%	40,0%	20,0%	0,0%	100,0%
Commerçants/Hommes d'affaires	0,0%	66,7%	0,0%	0,0%	33,3%	0,0%	0,0%	100,0%
Système Fax/ téléphone	9,1%	13,6%	9,1%	9,1%	22,7%	9,1%	27,3%	100,0%
Autres voies de réception	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	100,0%
Total	22,6%	16,1%	9,7%	8,1%	17,7%	4,8%	21,0%	100,0%

Source : BCEAO

2.4. Motifs économiques

L'analyse des réponses sur les motifs économiques montre que l'essentiel des transferts émis est affecté aux dépenses d'éducation (l'aide à la scolarité des étudiants à l'étranger), soit 55,6%, suivi des dépenses de consommation courante qui totalisent 24,9% des montants émis. Les autres investissements (achat de fonds de commerce, création d'entreprise, etc) représentent 5,6% des montants émis tandis que la part des investissements immobiliers est de 4,6%. Quant aux montants alloués aux dépenses de santé, d'événements familiaux et d'épargne, leurs parts respectives sont de 2,6%, 0,8% et 0,7% des transferts émis.

Graphique 13 : Répartition des montants émis selon le motif économique



Source : BCEAO

S'agissant des montants émis aux non-résidents, 40,4% sont affectés à l'éducation, 27,9% à la consommation courante, 12,2% et 10,2% respectivement aux investissements immobiliers et aux autres investissements.

Tableau 18 : Répartition des montants émis selon le motif économique et la résidence du récepteur

Motif économique	Résident		Non-Résident		Total	
	Montant	Part en %	Montant	Part en %	Montant	Part en %
Consommation courante	967	23,1%	687	27,9%	1 654	24,9%
Santé	75	1,8%	100	4,0%	174	2,6%
Education	2 702	64,6%	995	40,4%	3 697	55,6%
Investissements immobiliers	7	0,2%	300	12,2%	307	4,6%
Autres investissements	121	2,9%	251	10,2%	372	5,6%
Epargne	45	1,1%			45	0,7%
Evénements familiaux	22	0,5%	30	1,2%	52	0,8%
Autres	245	5,8%	99	4,0%	344	5,2%
Total	4 184	100,0%	2 462	100,0%	6 646	100,0%

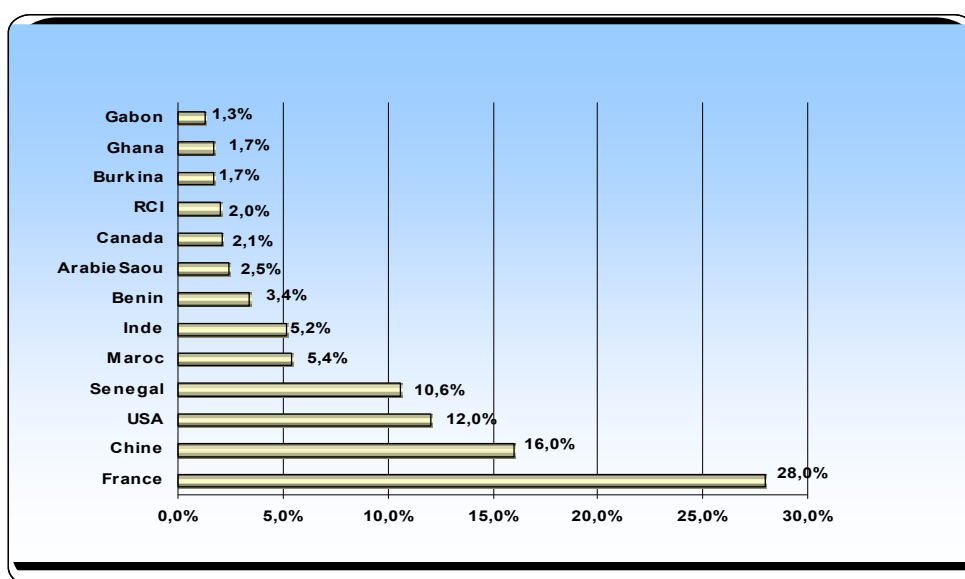
Source : BCEAO

En ligne avec les motifs économiques des émissions de transferts, les envois sont effectués de manière régulière (66,7% des envois) à une périodicité annuelle en général (40,3%), mensuelle (33,0%) ou trimestrielle (23,1%).

2.5. Orientation géographique

La répartition géographique montre que la France est le premier destinataire des émissions de transferts, suivie des Etats-Unis, avec respectivement 28,0% et 12,0% du montant total émis. Ensuite viennent les pays de l'UEMOA, notamment le Sénégal avec 10,6% des émissions alors que le reste des pays de l'UEMOA totalisent 7,5% des transferts. Cette répartition est en liaison avec les motifs économiques des transferts, étant donné que la France et les Etats-Unis, en plus d'être les deux principaux pays d'émigration du Mali, reçoivent un nombre important d'étudiants. Pour le Sénégal, les transferts pourraient être liés aux achats de biens.

Graphique 14 : Répartition des montants émis selon le pays de destination



Source : BCEAO

Cependant, la répartition géographique des transferts émis selon le dispositif d'enquête des transferts électroniques de fonds mis en place par la BCEAO fait ressortir le Sénégal comme premier pays destinataire (30,4% pour l'ensemble des autres pays de l'UEMOA), suivi de la France 10,7% et de la Chine 4,9%.

Tableau 19 : Répartition des montants émis selon le pays de destination et le canal d'émission

Transferts émis	Canal formel		Canal informel		Total	
	Montants en millions	Part en %	Montants en millions	Part en %	Montants en millions	Part en %
France	1 153	34,2%	706	21,5%	1 859	28,0%
Chine	-		1 064	32,4%	1 064	16,0%
USA	261	7,7%	537	16,4%	798	12,0%
Sénégal	632	18,8%	73	2,2%	706	10,6%
Maroc	361	10,7%	163	5,0%	361	5,4%
Inde	222	6,6%	123	3,8%	345	5,2%
Bénin	195	5,8%	33	1,0%	228	3,4%
Arabie Saoudite	-		164	5,0%	164	2,5%
Canada	138	4,1%	-		138	2,1%
RCI	55	1,6%	79	2,4%	134	2,0%
Burkina	113	3,4%	2	0,1%	115	1,7%
Ghana	113	3,4%	-		113	1,7%
Gabon	-		86	2,6%	86	1,3%
Autres	124	3,7%	247	7,5%	535	8,1%
Total	3 367	100,0%	3 279	100,0%	6 646	100,0%

Source : BCEAO

Enfin, il ressort que 67,3% des transferts émis aux Etats-Unis transitent par le canal informel, contre 38,0% pour le Sénégal et 10,4% pour la France.

Conclusion

Les résultats de l'enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants sont satisfaisants dans la mesure où ils permettent d'avoir une meilleure compréhension des flux de transferts (aussi bien les réceptions que les émissions), à travers la distinction des canaux de transmission, la motivation économique des transferts ainsi que les caractéristiques des bénéficiaires et des émetteurs.

En outre, les résultats de l'enquête mettent en exergue la prépondérance du canal informel pour les réceptions de fonds, notamment la spécificité du Mali en ce qui concerne le système " Fax/téléphone ". En revanche, pour les émissions de fonds, les deux canaux s'équivalent en matière de part dans les flux.

Par ailleurs, il s'avère que les réceptions de fonds sont destinées pour une grande partie à la consommation et aux besoins courants tandis que les émissions sont largement destinées au commerce, à l'investissement et aux services (frais de scolarité).

Vu le montant élevé des envois de fonds des travailleurs migrants au Mali et leur impact manifeste sur les conditions de vie des populations, des politiques appropriées doivent être mises en œuvre pour renforcer l'impact des transferts sur l'économie. Au Mali, le Centre d'Information et de Gestion des Migrations (CIGEM), appuyé par la Cellule de Codéveloppement du Mali, œuvre déjà en ce sens, notamment en faveur de la baisse du coût des transferts de fonds, la valorisation des transferts de fonds des migrants au Mali ainsi que la mise en œuvre d'un projet d'éducation financière. Parmi les actions prioritaires, figurent (1) la dissémination de supports d'informations tarifaires et d'éducation financière des migrants et de leurs correspondants, (2) la sensibilisation des SFD, Ministère de tutelle et PTF sur les opportunités et contraintes au développement d'une offre de services de transfert d'argent et/ou de produits pour les migrants et (3) l'amélioration des connaissances sur les pratiques, les attentes et les réponses apportées aux besoins des migrants en matière de création d'entreprise, d'accès aux services de santé et de financement de l'habitat.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Banque Africaine de Développement (BAD), 2008 : Les transferts de fonds des migrants : Un enjeu de développement

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest : Rapport annuel 2011

MMEIA, CIGEM, 2010 : Etude de capitalisation des initiatives et mécanismes en matière de transferts de fonds au Mali

ANNEXES

A1. Annexes sur les réceptions de fonds

Tableau A1.1 : Répartition des fonds reçus par commune

Communes	Montants reçus en millions	Part en %
commune 1	6 827	17,5%
commune 2	4 688	12,0%
commune 3	2 890	7,4%
commune 4	5 603	14,4%
commune 5	12 688	32,6%
commune 6	6 250	16,0%
Total	38 946	100,0%

Tableau A1.2 : Répartition des fonds reçus selon la profession du chef de ménage

Profession	Montants reçus en millions	Part en %
Profession libérale	14 483	37,2%
Salarié	3 711	9,5%
Artisan	1 312	3,4%
Élèves, étudiant	3 903	10,0%
Inactif	6 669	17,1%
Autre	8 868	22,8%
Total	38 946	100,0%

Tableau A1.3 : Répartition des fonds reçus selon la profession du chef de ménage et le canal

Profession/Canal	Canal formel		Canal informel		Total	
	Montants reçus en millions	Part en %	Montants reçus en millions	Part en %	Montants reçus en millions	Part en %
Profession libérale	8 297	47,0%	6 186	29,1%	14 482,8	37,2%
Salarié	1 747	9,9%	1 964	9,2%	3 710,8	9,5%
Artisan	532	3,0%	780	3,7%	1 311,9	3,4%
Élèves/étudiant	2 174	12,3%	1 730	8,1%	3 903,5	10,0%
Inactif	2 595	14,7%	4 074	19,1%	6 669,2	17,1%
Autre	2 315	13,1%	6 553	30,8%	8 868,4	22,8%
Total	17 659	100,0%	21 287	100,0%	38 946,5	100,0%

Tableau A1.4 : Répartition des fonds reçus selon la profession du chef de ménage et le genre

Profession/Genre	Masculin		Féminin		Total	
	Montants reçus en millions	Part en %	Montants reçus en millions	Part en %	Montants reçus en millions	Part en %
Profession libérale	8 242	51,1%	6 241	27,3%	14 483	37,2%
Salarié	2 277	14,1%	1 434	6,3%	3 711	9,5%
Artisan	1 035	6,4%	277	1,2%	1 312	3,4%
Élèves/étudiant	1 538	9,5%	2 365	10,4%	3 903	10,0%
Inactif	2 480	15,4%	4 189	18,4%	6 669	17,1%
Autre	549	3,4%	8 319	36,4%	8 868	22,8%
Total	16 122	100,0%	22 825	100,0%	38 946	100,0%

Tableau A1.5: Répartition des fonds reçus selon le motif économique

Motif	Montants reçus en millions	Part en %
Consommation	18 974	48,7%
Investissement immobilier	6 518	16,7%
Evènements familiaux	5 859	15,0%
Education	2 041	5,2%
Santé	1 621	4,2%
Épargne	1 446	3,7%
Autres investissements	940	2,4%
Autres	1 547	4,0%
Total	38 946	100,0%

Tableau A1.6 : Répartition des fonds reçus selon le lien avec le correspondant

Lien	Montants en millions	Part en %
Frère ou sœur	16 485	42,3%
Mari ou épouse	5 778	14,8%
Enfant	8 114	20,8%
Père ou mère	1 284	3,3%
Ami	1 511	3,9%
Autres	5 762	14,8%
ND	13	0,0%
TOTAL	38 946	100,0%

Tableau A1.7 : Répartition des fonds reçus par pays

Pays	Montants reçus en millions	Part en %
France	18 916	48,6%
Espagne	4 101	10,5%
USA	3 637	9,3%
Congo	2 326	6,0%
RCI	1 837	4,7%
Gabon	1 182	3,0%
Sénégal	988	2,5%
Guinée Equat	739	1,9%
Italie	496	1,3%
Allemagne	488	1,3%
Mauritanie	488	1,3%
Libye	392	1,0%
Belgique	358	0,9%
Angola	294	0,8%
Niger	260	0,7%
Canada	174	0,4%
Algérie	145	0,4%
Bénin	145	0,4%
Togo	139	0,4%
Arabie Saoudite	126	0,3%
RDC	92	0,2%
Cameroun	58	0,1%
Guinée Conakry	23	0,1%
Burkina	22	0,1%
Guinée Bissau	3	0,0%
Autre	1 518	3,9%
Total	38 946	100,0%

Tableau A1.8 : Répartition des fonds reçus par pays et par canal

Pays	Canal formel		Canal informel		Total	
	Montants reçus en millions	Part en %	Montants reçus en millions	Part en %	Montants reçus en millions	Part en %
Burkina	9	0,0%	13	0,1%	22	0,1%
RCI	1 017	5,8%	820	3,9%	1 837	4,7%
Sénégal	758	4,3%	230	1,1%	988	2,5%
Niger	65	0,4%	194	0,9%	260	0,7%
Mauritanie	206	1,2%	282	1,3%	488	1,3%
Gabon	807	4,6%	374	1,8%	1 182	3,0%
Congo	986	5,6%	1 341	6,3%	2 326	6,0%
RDC		0,0%	92	0,4%	92	0,2%
France	7 246	41,0%	11 670	54,8%	18 916	48,6%
USA	1 471	8,3%	2 165	10,2%	3 637	9,3%
Espagne	2 664	15,1%	1 437	6,8%	4 101	10,5%
Italie	343	1,9%	152	0,7%	496	1,3%
Libye	152	0,9%	240	1,1%	392	1,0%
Angola	66	0,4%	228	1,1%	294	0,8%
Guinée Equat	279	1,6%	460	2,2%	739	1,9%
Guinée Bissau		0,0%	3	0,0%	3	0,0%
Guinée Conakry		0,0%	23	0,1%	23	0,1%
Togo	109	0,6%	30	0,1%	139	0,4%
Bénin	63	0,4%	81	0,4%	145	0,4%
Cameroun	34	0,2%	24	0,1%	58	0,1%
Algérie	46	0,3%	99	0,5%	145	0,4%
Arabie Saoudite	66	0,4%	60	0,3%	126	0,3%
Allemagne	194	1,1%	294	1,4%	488	1,3%
Belgique	358	2,0%		0,0%	358	0,9%
Canada	53	0,3%	121	0,6%	174	0,4%
Autre	665	3,8%	853	4,0%	1 518	3,9%
Total	17 659	100,0%	21 287	100,0%	38 946	100,0%

Tableau A1.9 : Répartition des fonds reçus selon l'âge

Age	Montants reçus en millions	Part en %
moins de 30 ans	10 204	26,2%
30 à 39	8 901	22,9%
40 à 49 ans	9 409	24,2%
50 à 59 ans	4 541	11,7%
60 ans et plus	5 751	14,8%
Non Déclaré	140	0,4%
Total	38 946	100,0%

Tableau A1.10 : Répartition des fonds reçus selon la fréquence

Fréquence	Montants reçus en millions	Part en %
régulièrement	30 180	77,5%
à l'occasion d'événements	8 766	22,5%
Total	38 946	100,0%

Tableau A1.11 : Répartition des fonds reçus selon la périodicité

Périodicité	Montants reçus en millions	Part en %
Mensuelle	20 632	53,0%
Trimestrielle	3 962	10,2%
Semestrielle	1 046	2,7%
Annuelle	4 540	11,7%
Non Déclaré	8 766	22,5%
Total	38 946	100,0%

A2. Annexes sur les émissions de fonds

Tableau A2.1 : Répartition des fonds émis par commune

Communes	Montants émis en millions	Part en %
commune 1	1 070	16,1%
commune 2	166	2,5%
commune 3		
commune 4	2 872	43,2%
commune 5	463	7,0%
commune 6	2 076	31,2%
Total	6 646	100,0%

Tableau A2.2 : Répartition des fonds émis selon la profession du chef de ménage

Profession	Montants émis en millions	Part en %
Profession libérale	2 228	33,5%
Salarié	2 320	34,9%
Artisan	1 168	17,6%
Eleves, étudiant	268	4,0%
Inactif	555	8,3%
Autre	108	1,6%
Total	6 646	100,0%

Tableau A2.3 : Répartition des fonds émis selon la profession du chef de ménage et le canal

Profession/Canal	Canal formel		Canal informel		Total	
	Montants émis en millions	Part en %	Montants émis en millions	Part en %	Montants émis en millions	Part en %
Profession libérale	1 313	39,0%	915	27,9%	2 227,9	33,5%
Salarié	464	13,8%	1 856	56,6%	2 319,8	34,9%
Artisan	1 142	33,9%	26	0,8%	1 167,7	17,6%
Eleves, étudiant	268	8,0%		0,0%	268,4	4,0%
Inactif	128	3,8%	426	13,0%	554,5	8,3%
Autre	52	1,5%	56	1,7%	107,6	1,6%
Total	3 367	100,0%	3 279	100,0%	6 646,0	100,0%

Tableau A2.4 : Répartition des fonds émis selon la profession du chef de ménage et le genre

Profession	Masculin		Féminin		Total	
	Montants émis en millions	Part en %	Montants émis en millions	Part en %	Montants émis en millions	Part en %
Profession libérale	1 526	44,7%	702	21,7%	2 228	33,5%
Salarié	727	21,3%	1 592	49,2%	2 320	34,9%
Artisan	1 089	31,9%	79	2,4%	1 168	17,6%
Eleves, étudiant	-		268	8,3%	268	4,0%
Inactif	30	0,9%	525	16,2%	555	8,3%
Autre	40	1,2%	68	2,1%	108	1,6%
Total	3 412	100,0%	3 234	100,0%	6 646	100,0%

Tableau A2.5: Répartition des fonds émis selon le motif économique

Motif économique	Montant	Part en %
Education	3 697	55,6%
Consommation courante	1 654	24,9%
Autres investissements	372	5,6%
Investissements immobiliers	307	4,6%
Santé	174	2,6%
Evènements familiaux	52	0,8%
Epargne	45	0,7%
Autres	344	5,2%
Total	6 646	100,0%

Tableau A2.6 : Répartition des fonds émis selon le lien avec le correspondant

Lien	Montants en millions	Part en %
Frère ou sœur	810	12,2%
Mari ou épouse	662	10,0%
Enfant	2 994	45,1%
Père ou mère	542	8,2%
Ami	60	0,9%
Autres	1 119	16,8%
ND	459	6,9%
TOTAL	6 646	100,0%

Tableau A2.7 : Répartition des fonds émis par pays de destination

Pays	Montants émis en millions	Part en %
Mali	30	0,5%
Burkina	115	1,7%
RCI	134	2,0%
Sénégal	706	10,6%
Niger	19	0,3%
Mauritanie	19	0,3%
Gabon	86	1,3%
Congo	48	0,7%
France	1 859	28,0%
USA	798	12,0%
Guinée Équatoriale	17	0,3%
Guinée Conakry	13	0,2%
Bénin	228	3,4%
Algérie	22	0,3%
Arabie Saoudite	164	2,5%
Canada	138	2,1%
Autre	2 250	33,9%
Total	6 646	100,0%

Tableau A2.8 : Répartition des fonds émis par pays et par canal

Pays	Canal formel		Canal informel		Total	
	Montants émis en millions	Part en %	Montants émis en millions	Part en %	Montants émis en millions	Part en %
Burkina Faso	113	3,4%	2	0,1%	115	1,7%
RCI	55	1,6%	79	2,4%	134	2,0%
Sénégal	632	18,8%	73	2,2%	706	10,6%
Niger	5	0,2%	14	0,4%	19	0,3%
Mauritanie		0,0%	19	0,6%	19	0,3%
Gabon		0,0%	86	2,6%	86	1,3%
Congo	48	1,4%		0,0%	48	0,7%
RDC		0,0%		0,0%		0,0%
France	1 153	34,2%	706	21,5%	1 859	28,0%
USA	261	7,7%	537	16,4%	798	12,0%
Guinée Equat.	10	0,3%	8	0,2%	17	0,3%
Guinée Bissau	-		-		-	
Guinée Conakry	2	0,0%	11	0,3%	13	0,2%
Bénin	195	5,8%	33	1,0%	228	3,4%
Algérie	7	0,2%	15	0,4%	22	0,3%
Arabie Saoudite		0,0%	164	5,0%	164	2,5%
Canada	138	4,1%		0,0%	138	2,1%
Chine			1 064	32,4%	1 064	16%
Inde	222	6,6%	123	3,8%	345	5%
Maroc	361	10,7%	163	5,0%	361	5%
Ghana	113	3,4%			113	1,7%
Autre	53	1,6%	181	5,5%	2 280	34,3%
Total	3 367	100,0%	3 279	100,0%	6 646	100,0%

Tableau A2.9 : Répartition des fonds émis selon l'âge

Age	Montants émis en millions	Part en %
moins de 30 ans	676	10,2%
30 à 39	1 421	21,4%
40 à 49 ans	2 235	33,6%
50 à 59 ans	1 399	21,1%
60 ans et plus	398	6,0%
Non Déclaré	516	7,8%
Total	6 646	100,0%

Tableau A2.10 : Répartition des fonds émis selon la fréquence

Fréquence	Montants émis en millions	Part en %
régulièrement	4 433	66,7%
à l'occasion	2 213	33,3%
Total	6 646	100,0%

Tableau A2.11 : Répartition des fonds émis selon la périodicité

Périodicité	Montants émis en millions	Part en %
Mensuelle	1 464	33,0%
Trimestrielle	1 070	24,1%
Semestrielle	112	2,5%
Annuelle	1 787	40,3%
Total	4 433	100,0%

A3. Résultats du dénombrement des ménages

N°	COMMUNE	QUARTIER	CODE SE	Nombre de concessions	Nombre de ménages	Nombre de ménages tirés
1	COMMUNE I	BOULKASSOUMBOUGOU	1 033	50	123	25
2	COMMUNE I	SOTUBA	1 059	55	98	26
3	COMMUNE I	DJELIBOUGOU	1 083	52	144	27
4	COMMUNE I	FADJIGUILA	1 117	43	108	26
5	COMMUNE I	DOUMAZANA	1 136	39	84	21
6	COMMUNE I	BANCONI	1 251	39	98	23
7	COMMUNE II	BAGADADJI	2 068	23	89	21
8	COMMUNE II	BOUGOUBA	2 106	67	200	33
9	COMMUNE II	NIARELA	2 116	54	187	42
10	COMMUNE II	NIARELA	2 124	21	63	15
11	COMMUNE III	BAMAKO-COURA	3 082	41	129	33
12	COMMUNE IV	SEBENIKORO	4 018	82	185	43
13	COMMUNE IV	SEBENIKORO	4 062	25	87	29
14	COMMUNE IV	DJIKORONI - PARA	4 070	61	200	34
15	COMMUNE IV	DJIKORONI - PARA	4 098	44	137	23
16	COMMUNE IV	DJIKORONI - PARA	4 118	ND	ND	ND
17	COMMUNE IV	HAMDALLAYE	4 169	38	81	26
18	COMMUNE IV	LAFIABOUGOU	4 180	33	67	21
19	COMMUNE IV	LAFIABOUGOU	4 222	30	86	19
20	COMMUNE IV	SIBIRIBOUGOU	4 245	37	69	8
21	COMMUNE V	KALABAN-COURA	5 011	50	71	21
22	COMMUNE V	KALABAN-COURA	5 027	80	134	28
23	COMMUNE V	KALABAN-COURA	5 038	42	80	16
24	COMMUNE V	KALABAN-COURA	5 043	57	81	18
25	COMMUNE V	DAOUDABOUGOU	5 117	45	108	26
26	COMMUNE V	SABALIBOUGOU	5 165	67	156	25
27	COMMUNE V	SABALIBOUGOU	5 174	68	152	14
28	COMMUNE V	SABALIBOUGOU	5 190	61	154	26
29	COMMUNE V	SABALIBOUGOU	5 199	69	183	19
30	COMMUNE V	BACO-DJIKORONI	5 233	56	77	9
31	COMMUNE V	BACO-DJIKORONI	5 239	76	184	25
32	COMMUNE V	BADALABGOU SEMA II	5 284	76	66	12
33	COMMUNE VI	YIRIMADIO	6 051	67	88	18
34	COMMUNE VI	MAGNAMBOUGOU	6 126	45	55	15
35	COMMUNE VI	MAGNAMBOUGOU	6 128	74	99	18
36	COMMUNE VI	NIAMAKORO	6 184	66	145	25
37	COMMUNE VI	NIAMAKORO	6 227	38	94	19
38	COMMUNE VI	NIAMAKORO	6 249	47	106	14
39	COMMUNE VI	FALADJIE	6 280	47	42	6
40	COMMUNE VI	YIRIMADIO	6 358	89	90	12
			TOTAL	2054	4400	865

Source : InfoStat

A3. Questionnaire de l'enquête

Info-Stat/BCEAO pour le Mali
Enquête sur les envois de fonds
des travailleurs migrants au Mali
Questionnaire

Version du 14/06/2012

Bonjour Mr/Mme,

Dans le cadre de l'amélioration des estimations de la balance des paiements des pays de l'UEMOA, la BCEAO a initié une étude sur les envois de fonds. A cet égard, la présente enquête sur les transferts de fonds des travailleurs migrants vise à identifier les volumes, les origines et les utilisations de ces flux financiers. Les résultats de cette enquête permettront notamment d'affiner les estimations des niveaux et de la structure des transferts reçus et émis.

Vos réponses à ce questionnaire sont importantes pour les actions à mener ultérieurement. Nous vous invitons à cet effet, à nous consacrer quelques minutes.

Merci d'avoir accepté !

Confidentialité : Les renseignements contenus dans ce questionnaire sont confidentiels. Ils sont couverts par le secret statistique. Les résultats seront publiés sous forme anonyme conformément à la loi n° _____ relative aux obligations et secret en matière de statistique.

SECTION 0 : Identification

N°	Questions	CODES
A	Identifiant du questionnaire	/__/__/
B	Nom de l'enquêteur(rice)	/__/__/
C	Nom du superviseur	/__/__/
D	Quartier : _____	/__/__/
F	Code SE	/__/__/
G	N° Concession	/__/__/
H	Ménage de _____ :	/__/__/

I	VISITE 1	VISITE 2	VISITE 3
	Résultat* /__/	Résultat /__/	Résultat /__/
J	Date /__/__/0_/6_/2012 J J M M	Date /__/__/0_/6_/2012 J J M M	Date /__/__/0_/6_/2012 J J M M
K	Heure début interview _____ H _____ MN		

* 1 = Interview achevée 2 = Absent 3 = Interview inachevée 4 = Interview reportée

5 = Refus 6 = Chef de ménage absent pendant la durée de l'enquête

9 = Autre, préciser _____

SECTION I : Informations sur le répondant

N°	Questions et filtres	CODES	Passer à
101	Sexe	Masculin.....1 Féminin.....2	
102	Quel âge aviez-vous à votre dernier anniversaire ?	Age en années révolues __ __	
103	Statut/Profession	Profession libérale (non compris artisans).....1 Salariés.....2 Artisans (mécaniciens, soudeur, menuisier, etc).....3 Elèves/étudiants4 Inactif5 Autres, _____ 8	
104	Pays d'origine	Nom du pays _____ Code __ __ __	
105	Pays de résidence	Nom du pays _____ Code __ __ __	

SECTION II : Réceptions de fonds des migrants

N°	Questions et filtres	CODES	Passer à
201	Recevez-vous des fonds de l'étranger ?	Oui.....1 Non.....2	2 à Q301
202	A quelle fréquence recevez-vous des fonds ? Régulièrement ou à l'occasion d'évènements ?	Régulièrement.....A A l'occasion d'évènements.....B	
203	Si régulièrement : A quelle périodicité ?	Mensuelle.....1 Trimestrielle.....2 Semestrielle.....3 Annuelle.....4	
204	Si à l'occasion d'évènements: Quels types d'évènements?	FamiliauxA Religieux.....B Autres ? _____X	
205	A combien estimez-vous le montant des transferts que vous recevez des travailleurs migrants ?	Par mois : F CFA Par an: F CFA	
206.1	Pays d'origine de ces fonds (lister les pays avec une évaluation des montants ou parts) ? Pays 1 : _____ Code :	Par mois : F CFA Ou Par an: F CFA Ou Part (en %) %	
206.2	Pays d'origine de ces fonds (lister les pays avec une évaluation des montants ou parts) ? Pays 2 : _____	Par mois : F CFA Ou Par an:	

	Code : <input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
		F CFA	
		Ou	
		Part (en %) <input type="text"/> %	
206.3	Pays d'origine de ces fonds (lister les pays avec une évaluation des montants ou parts) ? Pays 3 : _____ Code : <input type="text"/>	Par mois : <input type="text"/>	<input type="text"/>
		F CFA	
		Ou	
		Par an: <input type="text"/>	<input type="text"/>
		F CFA	
		Ou	
		Part (en %) <input type="text"/> %	
206.4	Pays d'origine de ces fonds (lister les pays avec une évaluation des montants ou parts) ? Pays 4 : _____ Code : <input type="text"/>	Par mois : <input type="text"/>	<input type="text"/>
		F CFA	
		Ou	
		Par an: <input type="text"/>	<input type="text"/>
		F CFA	
		Ou	
		Part (en %) <input type="text"/> %	
207	Par quelle(s) voie(s) recevez-vous ces fonds ?	Banques, Postes, Sociétés de transfertA Voyageur.....B Commerçant/homme d'affairesC Système Fax/téléphone.....D Autres, _____X	
208	Pouvez-vous donner les raisons du choix du canal par lequel vous recevez des fonds ?	_____	_____
209	Enquêteur(trice) : vérifier Q207, si a donné réponse A : Pouvez-vous donner une estimation du montant ou de la part des fonds que vous recevez par les banques, sociétés de transfert d'argent & poste ?	Par mois : <input type="text"/>	<input type="text"/>
		F CFA	
		Ou	
		Par an: <input type="text"/>	<input type="text"/>

		F CFA
		Ou
		Part (en %) %
210	A quoi sont destinés les fonds que vous recevez ? <i>(Cocher le(s) motif(s) de l'opération et répartir les parts selon les motifs cochés)</i>	

Réf	Motif économique	Choix	Périodicité A: annuelle M : mensuel	Montant (FCFA)	Part (en %)
	Consommation courante	A			
	Santé	B			
	Education	C			
	Investissement immobilier (construction immobilière, achat de terrain,...)	D			
	Autres investissements (champ, achat de fonds de commerce, création d'entreprise, etc.)	E			
	Epargne, tontine	F			
	Evénements familiaux /religieux	G			
	Autres (à préciser)	X			
TOTAL					100

SECTION III : Emissions de fonds des résidents

N°	Questions et filtres	CODES	Passer à
301	Envoyez-vous des fonds à l'étranger ?	Oui.....1 Non.....2	2 à Q401
302	A quelle fréquence envoyez-vous des fonds ? Régulièrement ou à l'occasion d'évènements ?	Régulièrement.....A A l'occasion d'évènements.....B	
303	Si régulièrement : A quelle périodicité ?	Mensuelle.....1 Trimestrielle.....2 Semestrielle.....3 Annuelle.....4	
304	Si à l'occasion d'évènements : Quels types d'évènements?	FamiliauxA Religieux.....B Autres ? _____X	
305	A combien estimez-vous le montant des transferts que vous effectuez en faveur des non résidents ?	Par mois : F CFA Par an: F CFA	
306.1	Pays de destination de ces fonds (lister les pays avec une évaluation des montants ou parts) ? Pays 1 : _____ Code :	Par mois : F CFA Ou Par an: F CFA Ou Part (en %) %	
306.2	Pays de destination de ces fonds (lister les pays avec une évaluation des montants ou parts) ? Pays 2 : _____ Code :	Par mois : F CFA Ou Par an: F CFA Ou	

		Part (en %) __ __ __ %	
306.3	Pays de destination de ces fonds (lister les pays avec une évaluation des montants ou parts) ? Pays 3 : _____ Code : __ __ __	Par mois : __ __ __ __ __ __ __ __ F CFA Ou Par an: __ __ __ __ __ __ __ __ F CFA Ou Part (en %) __ __ __ %	
306.4	Pays de destination de ces fonds (lister les pays avec une évaluation des montants ou parts) ? Pays 4 : _____ Code : __ __ __	Par mois : __ __ __ __ __ __ __ __ F CFA Ou Par an: __ __ __ __ __ __ __ __ F CFA Ou Part (en %) __ __ __ %	
307	Par quelle(s) voie(s) envoyez-vous ces fonds ?	Banques, Postes, Sociétés de transfertA Voyageur.....B Commerçant/homme d'affairesC Système Fax/téléphoneD Autres, _____X	
308	Pouvez-vous donner les raisons du choix du canal par lequel vous envoyez des fonds ?	_____ _____	
309	Enquêteur(trice) : vérifier Q307, si a donné réponse A Pouvez-vous donner une estimation du montant ou de la part des fonds que vous envoyez par les banques, sociétés de transfert d'argent & poste ?	Par mois : __ __ __ __ __ __ __ __ F CFA Ou Par an: __ __ __ __ __ __ __ __ F CFA Ou Part (en %) __ __ __ %	

310	<p>A quoi sont destinés les fonds que vous envoyez?</p> <p><i>(Cocher le(s) motif(s) de l'opération et répartir les parts selon les motifs cochés)</i></p>
-----	--

Réf	Motif économique	Choix	Périodicité A: annuelle M : mensuel	Montant (FCFA)	Part (en %)
	Consommation courante	A			
	Santé	B			
	Education	C			
	Investissement immobilier (construction immobilière, achat de terrain,...)	D			
	Autres investissements (champ, achat de fonds de commerce, création d'entreprise, etc.)	E			
	Epargne, tontine	F			
	Evénements familiaux /religieux	G			
	Autres (à préciser)	X			
TOTAL					100

SECTION IV : Informations sur les correspondants

N°	Questions et filtres	CODES	Passer à
	Correspondant 1		
401.1	Ce correspondant est-il un émetteur (il envoie) ou un récepteur (il reçoit) ?	Emetteur.....A Récepteur.....B	
402.1	Sexe	Masculin.....1 Féminin.....2	
403.1	Tranche d'âge du correspondant	Moins de 30 ans.....1 30 – 39 ans.....2 40 – 51 ans.....3 51 - 59 ans.....4 60 ans ou plus.....5	
404.1	Statut/Profession	Profession libérale (non compris artisans).....1 Salariés.....2 Artisans (mécaniciens, soudeur, menuisier, etc).....3 Elèves/étudiants4 Inactif5 Autres, _____ 8	
405.1	Pays d'origine	Nom du pays _____ Code __ __ __	
406.1	Pays de résidence	Nom du pays _____ Code __ __ __	
407.1	Votre correspondant réside-t-il dans ce pays depuis plus d'un an ou compte-t-il y résider pendant au moins un an ?	Oui.....1 Non.....2	
408.1	Pour quelles raisons, votre correspondant réside-t-il à l'étranger ?	Travailleur migrant.....A Soins médicauxB Etudiant.....C Travailleur saisonnier.....D Personnel diplomatique.....E Personnel militaire.....F Autre, _____ X	
409.1	Quels sont vos liens avec le correspondant ?	Frère/sœur.....1 Mari/épouse.....2 Enfant.....3 Père/mère.....4 Ami.....5 Autre, _____ 8	

N°	Questions et filtres	CODES	Passer à
	Correspondant 2		
401.2	Ce correspondant est-il un émetteur (il envoie) ou un récepteur (il reçoit) ?	Emetteur.....A Récepteur.....B	
402.2	Sexe	Masculin.....1 Féminin.....2	
403.2	Tranche d'âge du correspondant	Moins de 30 ans.....1 30 – 39 ans.....2 40 – 51 ans.....3 51 - 59 ans.....4 60 ans ou plus.....5	
404.2	Statut/Profession	Profession libérale (non compris artisans).....1 Salariés.....2 Artisans (mécaniciens, soudeur, menuisier, etc).....3 Elèves/étudiants4 Inactif5 Autres,.....8	
405.2	Pays d'origine	Nom du pays _____ Code __ __ __	
406.1	Pays de résidence	Nom du pays _____ Code __ __ __	
407.2	Votre correspondant réside-t-il dans ce pays depuis plus d'un an ou compte-t-il y résider pendant au moins un an ?	Oui.....1 Non.....2	
408.2	Pour quelles raisons, votre correspondant réside-t-il à l'étranger ?	Travailleur migrant.....A Soins médicauxB Etudiant.....C Travailleur saisonnier.....D Personnel diplomatique.....E Personnel militaire.....F Autre,.....X	
409.2	Quels sont vos liens avec le correspondant ?	Frère/sœur.....1 Mari/épouse.....2 Enfant.....3 Père/mère.....4 Ami.....5 Autre,.....8	

N°	Questions et filtres	CODES	Passer à
	Correspondant 3		
401.3	Ce correspondant est-il un émetteur (il envoie) ou un récepteur (il reçoit) ?	Emetteur.....A Récepteur.....B	
402.3	Sexe	Masculin.....1 Féminin.....2	
403.3	Tranche d'âge du correspondant	Moins de 30 ans..... 1 30 – 39 ans.....2 40 – 51 ans.....3 51 - 59 ans.....4 60 ans ou plus.....5	
404.3	Statut/Profession	Profession libérale (non compris artisans)1 Salariés.....2 Artisans (mécaniciens, soudeur, menuisier, etc).....3 Elèves/étudiants4 Inactif5 Autres,.....8	
405.3	Pays d'origine	Nom du pays _____ Code __ __ __	
406.3	Pays de résidence	Nom du pays _____ Code __ __ __	
407.3	Votre correspondant réside-t-il dans ce pays depuis plus d'un an ou compte-t-il y résider pendant au moins un an ?	Oui.....1 Non.....2	
408.3	Pour quelles raisons, votre correspondant réside-t-il à l'étranger ?	Travailleur migrant.....A Soins médicauxB Etudiant.....C Travailleur saisonnier.....D Personnel diplomatique.....E Personnel militaire.....F Autre,.....X	
409.3	Quels sont vos liens avec le correspondant ?	Frère/sœur.....1 Mari/épouse.....2 Enfant.....3 Père/mère.....4 Ami.....5 Autre,.....8	

N°	Questions et filtres	CODES	Passer à
	Correspondant 4		
401.4	Ce correspondant est-il un émetteur (il envoie) ou un récepteur (il reçoit) ?	Emetteur.....A Récepteur.....B	
402.4	Sexe	Masculin.....1 Féminin.....2	
403.4	Tranche d'âge du correspondant	Moins de 30 ans.....1 30 – 39 ans.....2 40 – 51 ans.....3 51 - 59 ans.....4 60 ans ou plus.....5	
404.4	Statut/Profession	Profession libérale (non compris artisans).....1 Salariés.....2 Artisans (mécaniciens, soudeur, menuisier, etc).....3 Elèves/étudiants4 Inactif5 Autres,.....8	
405.4	Pays d'origine	Nom du pays _____ Code __ __ __	
406.4	Pays de résidence	Nom du pays _____ Code __ __ __	
407.4	Votre correspondant réside-t-il dans ce pays depuis plus d'un an ou compte-t-il y résider pendant au moins un an ?	Oui.....1 Non.....2	
408.4	Pour quelles raisons, votre correspondant réside-t-il à l'étranger ?	Travailleur migrant.....A Soins médicauxB Etudiant.....C Travailleur saisonnier.....D Personnel diplomatique.....E Personnel militaire.....F Autre,.....X	
409.4	Quels sont vos liens avec le correspondant ?	Frère/sœur.....1 Mari/épouse.....2 Enfant.....3 Père/mère.....4 Ami.....5 Autre,.....8	

Observations de l'enquêteur

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

	Heure de fin de l'interview	_____ H _____ MN	
--	------------------------------------	------------------	--

FIN DE L'INTERVIEW !!

Enquêtrice : vérifier le questionnaire.

Merci pour votre attention

A4. Termes de référence de l'enquête

TERMES DE REFERENCE DE L'ENQUETE SUR LES ENVOIS DE FONDS DES MIGRANTS

I - JUSTIFICATION

Les envois de fonds des migrants en direction de l'Afrique subsaharienne ont connu une accélération constante au cours de ces dernières années. Ils sont estimés par la Banque mondiale à 6,5% du total des transferts des migrants vers les pays en développement et représentent 2,2% du PIB de cette partie du continent en 2009.

Dans les économies de l'UEMOA, les fonds reçus des travailleurs migrants ont quasiment quadruplé entre 2000 et 2008, passant de 323,1 milliards de FCFA à 1.223,5 milliards¹. Rapportés au PIB, ils ont gagné 2,2 points de pourcentage sur la période pour atteindre 3,9% en 2008, soit une moyenne de 2,9% par an. Par pays, cette proportion varie de 0,9% (Côte d'Ivoire, Niger) à 8,8% (Togo). Elle est estimée à 2,9% au Bénin, 1,3% au Burkina, 3,9% en Guinée-Bissau, 3,4% au Mali et 7,3% au Sénégal.

Les entrées de fonds des travailleurs migrants dans l'UEMOA se sont repliées en 2009 de 11,8% pour s'établir à 1.078,6 milliards, soit 3,3% du PIB. Ce recul est essentiellement imputable aux répercussions de la crise financière sur les économies d'accueil des migrants, avec notamment un accroissement massif du chômage.

Ces estimations, effectuées par la BCEAO dans le cadre de la confection de la balance des paiements, constituent la principale source d'informations sur les envois de fonds des migrants. Elles ont été établies sur la base des informations fournies sur les transferts bancaires, les flux recensés auprès des sociétés de transferts d'argent (banques, postes et sociétés de transfert rapide d'argent), ainsi que les statistiques sur les billets étrangers appréhendées à travers les opérations de change manuel.

Cette approche présente toutefois des limites qui sont afférentes notamment :

- à l'existence d'un biais lié au fait que les motifs économiques des transferts bancaires et électroniques ne sont pas toujours clairs. Les chiffres communiqués par les Sociétés de Transfert d'Argent ne correspondent pas dans leur intégralité à des envois de fonds des migrants ;
- à la faiblesse, voire l'absence de prise en compte des transferts effectués par les canaux non formels. Ce qui se traduit par une sous estimation des fonds envoyés par les migrants, eu égard à la proportion importante des transferts informels. A titre illustratif, une étude de la Banque Africaine de Développement (BAD²), réalisée en 2008, a conclu que les fonds expédiés par les canaux non officiels représentaient en 2005, respectivement 73,0% et 46,0% du total des transferts des migrants reçus par le Mali et le Sénégal.

Le niveau important des transferts transitant par les canaux informels (porteurs, fax³, nature,

¹Données issues des statistiques de balance des paiements établies essentiellement à partir des informations recueillies auprès des opérateurs officiels (banques, sociétés de transferts rapides, postes).

²BAD (2008), les transferts des fonds des migrants, un enjeu de développement, rapport d'étude.

³ Le système « fax » consiste à regrouper les montants à transférer dans un point de collecte (généralement un commerce ou dans un foyer) et à redistribuer, par un intermédiaire dans le pays d'origine (généralement un commerçant) la somme aux bénéficiaires, après identification téléphonique. C'est un système de transfert assez rapide, de moitié moins coûteux en

etc.), singulièrement dans les pays africains, est lié principalement au coût relativement élevé des transferts par le circuit formel, ainsi qu'à leur faible degré de bancarisation et de développement du système financier.

Pour pallier ces insuffisances, il est proposé de mener une enquête auprès des populations, aux fins de recueillir des données supplémentaires pouvant permettre d'affiner les estimations effectuées par la BCEAO. Il est notamment attendu de l'enquête, des informations sur les motifs économiques des transferts, ainsi que la part des montants reçus ou émis en dehors des circuits formels.

II - OBJECTIFS

L'objectif principal de l'enquête est de collecter les informations pouvant permettre une meilleure estimation des envois de fonds des travailleurs migrants, afin d'améliorer la production des statistiques de la balance des paiements des pays de l'UEMOA.

De façon spécifique, l'enquête vise :

- à améliorer la mesure du niveau des transferts des migrants ;
- à cerner la part des montants émis ou reçus des migrants transitant par les canaux informels ;
- et à mieux appréhender l'utilisation de ces fonds.

III - METHODOLOGIE

Après les travaux réalisés en 2010 relatifs au démarrage de la phase pilote au Sénégal, en relation avec la Direction Nationale de la BCEAO pour le Sénégal, il est retenu de l'étendre à tous les pays de l'Union. Les zones géographiques à enquêter devraient se situer aussi bien dans les zones urbaines que rurales.

L'enquête aura pour population cible les ménages. Deux approches peuvent être envisagées :

1. la constitution d'un échantillon à partir d'une base de données éventuellement disponible, permettant d'identifier les ménages bénéficiaires de ces revenus. A cet égard, les informations collectées par les Instituts Nationaux de Statistiques (INS) à partir des enquêtes ménages seront examinées ;
2. la constitution d'un échantillon aléatoire à partir des clients des sociétés de transferts d'argent par lesquelles transitent une bonne partie des envois de fonds des migrants, ainsi que des ménages ayant recours aux voies informelles. Il pourrait s'agir pour cette dernière catégorie de ménages d'identifier la clientèle de certains commerçants reconnus comme des acteurs dans les circuits de transferts non formels. Cette démarche pourrait permettre de pallier l'absence d'une base de sondage sur les bénéficiaires et les expéditeurs.

Un projet de questionnaire à soumettre aux ménages a été élaboré (cf. annexe). Les informations ainsi collectées permettront, notamment, le calcul de clés de répartition et des coefficients d'extrapolation pour une meilleure estimation des envois de fonds des migrants et une analyse plus fine de leur importance dans l'économie.

général que les transferts par voie officielle, mais plus risqué, en raison de l'absence de documents écrits.

Les données collectées à travers l'enquête de la Direction des Etudes et des Relations internationales (DERI) auprès des Sociétés de Transfert d'Argent (STA) seront également mises à profit pour affiner les statistiques sur les envois de fonds des migrants.

IV - COUT

Le coût estimatif de l'enquête est de 6.500.000 FCFA. Il se décompose comme suit.

	Montant unitaire	Nombre	Total
Matériel et fournitures de bureau	200 000	1	200 000
Moyens humains	6 000 000	1	6 000 000
Déplacements	200 000	1	200 000
Communications	100 000	1	100 000
Total			6 500 000

Les dépenses ont été inscrites par la DRS au budget de la Banque Centrale pour l'année 2011.

V- REPARTITION DES TACHES

Le chronogramme ci-joint décrit la répartition des tâches dans le cadre du déroulement de l'enquête.





BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int